

***l'Anti*capitaliste**

n°353 | 6 octobre 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LE CHÔMAGE

PARTAGER LE TRAVAIL



INTERDIRE LES LICENCIEMENTS

Dossier

OÙ VA LA PALESTINE?

Pages 6 et 7

ÉDITO

Contre le pape, les réacs et l'austérité,
défendons le droit à l'avortement!

Page 2

PREMIER PLAN

8 octobre à Notre-Dame-des-Landes:
« nous sommes là, nous serons là! »

Page 3



ACTU SOCIALE

Alstom: sauver Alstom...
ou sauver Hollande?

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Tunisie: entretien sur la dette
avec Fathi Chamkhi

Page 12



édito

Par ELSA COLLONGES ET CHLOÉ MOINDREAU

Contre le pape, les réacs et l'austérité, défendons le droit à l'avortement!

Dans la famille des réacs, ça faisait longtemps qu'on n'avait pas entendu le pape. Eh bien le voici avec des déclarations contre l'enseignement de la « théorie du genre » et les manuels scolaires français : « guerre mondiale contre le mariage », « sournos endoctrinement de la théorie du genre »...

La ministre de l'Éducation nationale se trouve obligée de répondre, et on ne peut qu'être d'accord sur le constat : la lutte contre le sexisme et les inégalités de genre à l'école reste extrêmement faible. Le gouvernement avait reculé en 2014 sur les ABCD de l'égalité suite à une série de mobilisations de parents d'élèves lancée par des fachos et autres réactionnaires, suivis de Farida Belghoul. On ne peut pas dire que ce gouvernement soit à la pointe de la lutte contre les discriminations sexistes. Et pendant que les réacs focalisent le débat sur « le genre à l'école », on ne parle ni de la réforme du collège, ni des suppressions de postes et du manque de moyens, ni de la sélection sociale...

Ces déclarations arrivent dans un contexte plus général d'attaques contre les droits des femmes et des LGBTI. La « Manif pour tous » reprend du service le 16 octobre, comme par hasard le lendemain de l'Existrans, marche des personnes trans et intersexes. Elle appelle à manifester « contre les nouvelles offensives du gouvernement contre la famille, la filiation et l'éducation et aussi contre toutes formes d'enseignement du genre à l'école ».

La réaction familialiste s'abat aussi en Pologne, où le droit à l'avortement, déjà extrêmement réduit, est en passe d'être interdit. Mais les femmes, en particulier les jeunes, sont mobilisées : elles ont manifesté à plusieurs reprises et ont fait grève ce lundi 3 octobre dans de nombreuses villes de Pologne. Des manifestations de soutien ont également lieu dans d'autres pays européens. Le droit à l'avortement n'est pas acquis dans toute l'Europe, et même en France il est remis en question de plusieurs façons : avec ces manuels anti-IVG de prétendue bioéthique qui circulent dans les lycées cathos, y compris dans ceux sous contrat avec l'État ; avec l'austérité qui s'applique violemment à l'hôpital et remet, de fait, en cause l'accès à l'avortement.

Ne croyons pas que l'IVG est un droit définitivement acquis : mobilisons-nous pour défendre le droit de choisir, le droit à disposer de son corps, de Paris à Varsovie!

BIEN DIT

DAL dénonce une nouvelle fois la baisse voire la suppression des allocations logement pour de nombreux locataires modestes, car elle va en jeter beaucoup à la rue dans les prochains mois, et l'intransigeance du gouvernement sur cette question. Au lieu de baisser les APL et de stigmatiser les locataires, baissez les loyers!

Extrait du communiqué de l'association DROIT AU LOGEMENT, « Congrès des HLM : des paroles, on attend des actes! », jeudi 29 septembre.

À la Une

Contre le chômage, partager le travail, interdire les licenciements

En 2012, le candidat Hollande avait fait de la baisse du chômage une question clef de son quinquennat. Son bilan est sans appel : près de 6,5 millions de chômeurs aujourd'hui. Ce résultat est le fruit de sa politique. Pour lutter contre le chômage, il faut partager massivement le travail et interdire les licenciements. Il y a urgence!

Lors d'une interview au JDD, le 15 avril 2012, le candidat Hollande déclarait alors : « le chômage n'est pas une fatalité. Et j'inverserai la courbe ». Le 25 avril 2012, lors d'une conférence de presse, Hollande réitérait son engagement, et précisait : « J'accepterai d'être jugé sur cette promesse »... En quatre ans, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,4 million et rien ne semble arrêter cette courbe ascendante, puisque chaque mois, si certains trouvent heureusement un travail, ou sont sortis des statistiques (radiations, etc.), il y a environ 500 000 nouveaux inscrits, cela sans oublier les chômeurs en fin de droits ou les radiés qui quittent les statistiques. Il n'y a jamais eu autant de chômeurs et de précarité : plus de 85% des embauches en France se sont faites en contrat à durée déterminée (CDD), les emplois stables en contrats à durée indéterminée (CDI) et à temps plein représentant désormais moins de 13% des embauches. Et si, pour ceux qui ont un emploi, le CDI reste majoritaire, les attaques contre le droit du travail limitent la sécurité des salariés.

Avec derrière ces statistiques, des millions de vies fragilisées, précarisées et brisées. Des millions de personnes qui survivent.

Des politiques pour l'emploi... qui font exploser le chômage!

Hollande nous avait « droit dans les yeux » jurer qu'il allait, lui président, « inverser la courbe du chômage ». Pour cela, il a accéléré la baisse du « coût du travail », multiplié les milliards, jusqu'à 40 milliards cette année, aux entreprises via le CICE et des baisses de cotisations sociales employeurs, amplifié le démantèlement du droit du travail à travers la loi Macron et la loi travail.

Le code du travail handicaperait les entreprises dans leur course à la compétitivité? Il suffit donc de

permettre à ces dernières de se libérer de leurs entraves en permettant de licencier sans problème et en réduisant au maximum les droits des salariés, comme le prévoit la loi travail. Une loi qui permet aussi la dérégulation du temps de travail. Tout au long de son quinquennat, mettant ses pieds dans ceux de la droite, Hollande n'a pas innové, bien au contraire, accélérant les politiques antisociales. Et le résultat est fameux : de plus en plus de chômeurs...

Partager le travail, en finir avec la précarité

Pour le NPA et son candidat Philippe Poutou, la première chose que devrait faire un gouvernement répondant aux besoins sociaux serait de permettre à toutes et tous de travailler, en partager le travail. Pour cela, il faut commencer par réduire le temps de travail, aller jusqu'à 30 heures de travail hebdomadaire avec embauches et sans perte de salaire.

De même, le droit à l'emploi exige évidemment que soit mis fin aux contrats précaires (CDD et intérim), qui ne servent qu'à ajuster au plus près les effectifs, à la semaine, voire au jour, afin de garantir le maximum de profits. Les prétendues « réformes », toujours tentées contre le contrat de travail, ne visent qu'à précariser tous les contrats, à niveler vers le bas. C'est dans le sens inverse qu'il faut aller, en imposant un seul contrat, le CDI, assorti dans chaque branche des meilleurs accords collectifs d'entreprise étendus à toute la branche.

Pour le droit à l'emploi, interdire les licenciements

Le système marche à l'envers : il faut poser l'emploi non comme une possibilité économique, mais comme un droit social. Pour cela, il faut mettre hors la loi le licenciement, en instituant la pérennité du contrat de travail, au-delà des changements de poste ou de qualification, un



Vivre, et pas survivre... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

contrat de travail sous la responsabilité totale de l'employeur, de la branche professionnelle ou du patronat local, au-delà des aléas de telle ou telle activité.

À l'instar de ce qui concerne les personnels titulaires de la fonction publique, le salarié doit avoir la garantie du maintien de son contrat de travail, de son salaire et de son évolution de carrière. Évolution technologique, formation et reconversion doivent se faire dans une stricte continuité de ce contrat de travail. Imposer l'interdiction des licenciements, c'est imposer le droit à l'emploi, à la reconnaissance d'un droit social, c'est enfoncer un coin

décisif dans la propriété privée des moyens de production, dans le pouvoir du patronat.

Imposer de telles mesures concernant le partage du travail ou l'interdiction des licenciements, cela reste possible, comme les salariés ont pu imposer la journée de huit heures, la semaine de 40 heures, les congés payés ou l'interdiction du travail des enfants. La grande majorité des droits obtenus par le monde du travail l'ont été par l'action collective. 80 ans après le Front populaire et sa grande grève de juin 1936, sachons nous en rappeler... Et le faire (re)vivre!

Sandra Demarcq

SYRIE

Assad et Poutine s'acharnent contre Alep

La guerre du régime Assad et de ses alliés contre la population syrienne continue et s'intensifie, particulièrement contre les quartiers libérés d'Alep qui ne sont pas sous la domination du régime Assad ni des groupes djihadistes comme Daesh ou Fateh al-Sham (ex Jabhat al-Nusra), et qui comptent encore environ 250 000 à 300 000 personnes.

Entre le 26 septembre et le 2 octobre, plus de 350 civils sont morts, dont une centaine d'enfants, dans les bombardements russes et du régime Assad sur Alep libre, tandis que sur le terrain, les forces du régime, avec l'aide de plusieurs milliers de combattants du Hezbollah et des milices confessionnelles fondamentalistes chiites, encerclent et avancent sur les derniers quartiers sous le contrôle de l'opposition. Dimanche 2 octobre, l'armée syrienne a appelé dans un communiqué les groupes d'opposition armée à évacuer les quartiers est d'Alep, affirmant qu'elle garantirait la sécurité

de leur passage et leur fournirait l'aide nécessaire. Pour rappel, depuis 2013, le régime de Bachar el-Assad largue des barils d'explosifs sur les secteurs libérés d'Alep, causant des milliers de victimes et des destructions massives.

« Un massacre de masse »

Deux nouveaux hôpitaux, dont le plus grand hôpital des quartiers libres, ont dû suspendre leurs activités à la suite de bombardements. Seuls six établissements sont encore en activité dans les quartiers est d'Alep. Il y a une politique délibérée du régime Assad et des forces russes de détruire les

installations médicales. Il y a eu en effet 382 attaques contre des installations médicales en Syrie entre mars 2011 et juin 2016. 90% des bombardements ont été menés par les forces du régime Assad ou de l'aviation russe. Ces forces ont également tué plus de 700 travailleurs du personnel médical en Syrie. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Syrie est le pays le plus dangereux pour les personnels soignants, avec 135 attaques contre des centres médicaux en 2015.

En même temps, les centres de la défense civile, connus sous le nom de « casques blancs », qui viennent en

aide à la population, sont également la cible des bombardements. Depuis la fin de la trêve, trois des quatre centres de la défense civile à Alep et 19 de leurs véhicules ont été détruits...

Des membres de Médecins du monde ont d'ailleurs lancé le dimanche 2 octobre 2016 dans le journal *le Monde* un cri d'alarme sur la situation des quartiers libérés de l'est d'Alep. La tribune dénonce « un massacre de masse » et « l'abandon d'un peuple », et détaille le terrible quotidien de « la trentaine de médecins héroïques qui ont survécu et qui sont restés » sur place malgré « l'impossibilité d'exercer des

Un monde à changer

DE L'AIR DE BONNE QUALITÉ, UNE REVENDICATION MONDIALE!

92% de la population de notre planète respire de l'air pollué, selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié récemment. Et trois millions de personnes décèdent chaque année des conséquences de la pollution: maladies cardiovasculaires, cancers des poumons, maladies pulmonaires chroniques, infections respiratoires... Les régions du monde récemment industrialisées (notamment la Chine et l'Asie du Sud-Est) sont les plus fortement touchées, et les pays «à revenus faibles ou intermédiaires» concentrent le plus grand nombre de décès: «les gens sont plus sujets aux maladies à cause de leur mode de vie (cigarettes, alcool, obésité), et la pollution de l'air a un effet dévastateur sur leur santé».

L'OMS recommande «d'intensifier les contrôles dans l'industrie, de réduire la part des transports individuels motorisés, d'augmenter la part des transports publics, combinés à des transports actifs comme le vélo

ou la marche. Il faut redessiner tout le système», précise un des médecins auteurs du rapport.

Dans un rapport publié à la même date, la Banque mondiale s'inquiète elle aussi «de l'air irrespirable qui tue et coûte de l'argent»: 5110 milliards de dollars par an au niveau mondial! Elle note que la pollution atmosphérique est au quatrième rang des facteurs de risques de décès dans le monde et qu'elle est responsable de la mort prématurée de 5,5 millions d'hommes et de femmes dans le monde en 2013.

Mais, pour «mener à bien la transition vers une économie mondiale sobre en carbone», le président de la Banque mondiale et la directrice du FMI, Christine Lagarde, ont créé lors de la COP21 un «comité de haut niveau pour la tarification du carbone» constitué de chefs d'État, d'autorités nationales et infranationales, d'entreprises, d'organisations de la société civile. Bref, les principaux pollueurs sont donc chargés... de lutter contre la pollution! Ce système marche vraiment sur la tête.

NOTRE-DAME-DES-LANDES 8 octobre: « nous sommes là, nous serons là! »

Après la consultation, Valls avait promis une intervention à l'automne, afin d'entamer les travaux de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Mais le «référé» censé légitimer le projet avait au contraire permis aux opposantEs de faire campagne. Au passage, l'État donnait raison aux opposantEs de contester ses arguments. La commission européenne en rajoutait une couche en exigeant, comme les opposantEs, de suspendre le démarrage des travaux pour prendre en compte l'ensemble du projet (accès ferroviaire et routiers) dans l'évaluation environnementale. D'où la révision en cours du Scot (Schéma de cohérence territoriale), qui pourrait être voté seulement début 2017.

Valls hésitation...

Vont-ils tenter d'expulser la Zad? Les tergiversations du gouvernement laissent planer le doute sur le moment. À tel point que lors de son passage à Nantes le 27 septembre, Valls a carrément refusé de s'exprimer sur NDDL. L'expulsion promise de la «jungle» de Calais, où croupissent les réfugiéEs du monde entier, est devenue prioritaire...

Le gouvernement a toujours eu les moyens policiers d'intervenir mais en a-t-il les moyens politiques? Le coût

Ce samedi 8 octobre, toutes les composantes du mouvement de résistance contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes appellent à une grande manifestation sur la Zad. Un nouvel avertissement au gouvernement Valls, empêtré dans sa politique répressive.



d'une répression aveugle, au risque de la mort d'un militantE comme celle de Rémi Fraisse à Sivens, n'est pas le même qu'en 2012, quand la formidable solidarité locale avait obligé les autorités à reculer.

Car le gouvernement Valls a fait de la répression sa marque de fabrique: après le mouvement des Bonnets rouges et la manifestation nantaise du 22 février 2014, la séquence ouverte par les attentats de Paris et l'état d'urgence ont considérablement réduit le coût politique de la répression. La

répression massive des syndicalistes et manifestantEs contre la loi travail en témoigne.

Pour autant, le gouvernement est-il prêt à assumer le risque d'une confrontation? Il s'est déjà privé du soutien des écologistes pour défendre les intérêts d'un de ces groupes capitalistes qui veulent la peau du dernier campagnol amphibie, du dernier arbre, de la dernière zone humide pour gagner encore et encore quelques euros de plus. Il s'est aussi aliéné une partie de la population sur l'autel sécuritaire, mais il sait qu'on ne rassure pas une population inquiète par la seule présence policière. Car c'est bien le chômage et ses ravages qui inquiètent la population, et sur ce point la consultation a montré que la promesse de création d'emplois par l'aéroport n'a pas convaincu autant qu'il l'espérait.

Nous garderons la ZAD!

Sur le fond, ce gouvernement pourrait donc être tenté de différer une intervention massive après des élections perdues d'avance, pour laisser la droite assumer le projet et ses conséquences. Valls pourrait se contenter

de sauver la face par quelques coups de pioche en bordure de la Zad, sans l'évacuer.

Ce samedi, toutes les composantes du mouvement de résistance qui s'est formé autour de la lutte contre l'aéroport appellent à une grande manifestation sur la Zad. ChacunEs est invité à venir y planter un bâton pour dire qu'il reviendra au même endroit pour résister en cas de tentative policière d'évacuer les habitantEs historiques et les nouveaux occupantEs. «Nous sommes là, nous serons là!», avertit le serment proposé à chaque manifestantE.

Les cortèges passeront symboliquement par le Liminboub, la Vacherit et Bellevue: autant de fermes qui sont la cible de gouvernement et qu'il faudra défendre.

Sur le terrain, les occupantEs se préparent, des stages de résistance s'organisent, un nouveau hangar se construit, autant pour organiser la défense collective que pour préparer l'avenir. Car la Zad appartient à celles et ceux qui y vivent, cultivent, travaillent à son avenir, loin des prédateurs capitalistes.

Bertrand Achel

soins adaptés»: «opérations réalisées à même le sol, faute de médicaments, (...) amputations de sauvetage réalisées sans anesthésie»...

Mêmes causes, mêmes effets...

La poursuite de la guerre contre le peuple syrien par le régime Assad et ses alliés russes, iraniens, du Hezbollah et autres milices confessionnelles, rend impossible tout retour à la paix dans les conditions actuelles. Poutine a d'ailleurs annoncé qu'il allait envoyer davantage d'avions de combat pour intensifier sa campagne militaire en Syrie. Les discussions entre les gouvernements russe et étatsunien pour une nouvelle trêve sont au point mort. Dans un communiqué, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault a jugé «particulièrement inqualifiable (...) le ciblage systématique des structures et des personnels de santé» à Alep... mais sans changer de politique.

Les États occidentaux, voire certains courants de gauche dans leurs politiques dites «réalistes», pensent qu'on peut réussir à se débarrasser de Daesh et de ses semblables, considérés comme les ennemis principaux en Syrie, avec les mêmes éléments qui ont nourri leur développement: le maintien de régimes ou groupes autoritaires et confessionnels responsables de la grande majorité des morts et des destructions depuis 2011; le soutien apporté à des politiques néolibérales et à des interventions militaires... Pourtant, avec tout cela, on les verra réapparaître à l'avenir comme ce fut le cas dans le passé.

Il s'agit de s'attaquer aux conditions politiques et socio-économiques qui ont permis leur développement. Il faut se rappeler que Daesh, élément fondamental de la contre-révolution, a connu une avancée sans précédent à la suite de l'écrasement des mouvements populaires, en se nourrissant de la répression massive perpétrée



Le 23 septembre, après un raid aérien, une famille syrienne quitte la zone d'Al-Muasalat à Alep. DR

par les régimes autoritaires d'Assad et consorts et en attisant les haines religieuses. Il s'agit de soutenir les mouvements populaires démocratiques et non confessionnels qui, malgré des reculs importants, se poursuivent à travers la région, défiant à la fois les

régimes autoritaires et les organisations fondamentalistes religieuses. C'est le seul moyen d'éviter des erreurs du passé: la paix, ou une nouvelle Syrie, ne sont pas possibles avec Assad et ses colistiers.
Joseph Daher

Le chiffre

+ 18%

C'est l'augmentation en un an du nombre d'intérimaires dans le secteur de la fabrication du matériel de transport (qui inclut notamment l'automobile). L'emploi hors intérim a lui baissé de 1,3%...



Agenda

Jeudi 6 octobre, réunion publique contre les violences policières, le racisme et l'islamophobie, Paris. À partir de 18 h 30 à l'université Paris-1 Tolbiac, Centre Pierre-Mendès-France, 90, rue de Tolbiac.

Vendredi 7 octobre, 4 heures anticapitalistes, Montpellier. Avec Philippe Poutou, à partir de 18 h (intervention à 20 h 45 précédée de débats à 18 h 30), salle Jacques-1^{er}-d'Aragon.

Vendredi 7 octobre, réunion publique de solidarité avec la population syrienne, Paris. À l'appel du collectif Avec la révolution syrienne, à 19 h bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Samedi 8 octobre, manifestation contre l'aéroport et pour la ZAD, Notre-Dame-des-Landes. À partir de 10 h.

Lundi 10 octobre, réunion publique du NPA, Poitiers. Avec Olivier Besancenot, à 20 h à la Maison de la Gibauderie, 11, rue de la Gibauderie.

NO COMMENT

À bien des égards, [Shimon Peres] me rappelait d'autres géants du 20^e siècle que j'ai eu l'honneur de rencontrer. Des hommes comme Nelson Mandela, des femmes comme sa majesté la reine Elizabeth.

BARACK OBAMA, vendredi 30 septembre aux obsèques l'ancien président israélien à Jérusalem, oubliant certainement qu'au moment même où Mandela était en prison, Peres, alors ministre, entretenait d'excellentes relations avec les dignitaires du régime d'apartheid de Pretoria...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois

Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉDUCATION PRIORITAIRE « Touche pas ma ZEP! »

« L'éducation notre priorité »,
« éducation prioritaire sanctuarisée »
seront parmi les slogans du PS pour
la future campagne présidentielle. La
réalité dans les classes est tout autre.

Ainsi, alors que le ministère voulait se payer une opération de com' autour de la parution du rapport CNEC sur l'éducation prioritaire (ex-ZEP ou REP), les profs mobilisés lui ont répondu immédiatement dans la rue le 29 septembre dernier par une grève commune sans précédent des lycées ZEP en région parisienne.

Derrière la jungle des sigles, la disparition des moyens!

La mobilisation vient de loin. Déjà, lorsque Peillon lançait ses « assises de l'éducation prioritaire », seules les écoles et les collèges étaient invités à participer, les lycées ZEP étant exclus de fait de la discussion. Et déjà des établissements avaient protesté et s'étaient mis en grève mais de manière isolée.

Sans grande surprise, quand la réforme REP/REP+ a été mise en place par Najat Vallaud-Belkacem qui lui a succédé, aucun lycée n'a été classé REP (Réseau d'éducation prioritaire). Étonnant pour un ministère qui affiche l'objectif de vouloir en finir avec les 150 000 jeunes sortant chaque année sans aucune qualification ou diplôme du système éducatif. S'il veut trouver ces jeunes qui terminent sur le carreau sans aucun diplôme, il peut venir passer dans les lycées de nos quartiers populaires... Une grève importante s'enclenche contre cette réforme et la nouvelle « carte ». Des collèges qui sortent du dispositif partent alors en grève reconductible mais, en repoussant l'annonce d'une carte séparée des lycées, le ministère a réussi à diviser le mouvement entre collèges et lycées.

La stratégie de la ministre est claire : laisser pourrir la situation en espérant pouvoir faire disparaître en catimini l'ensemble des lycées ZEP. Finis les quelques moyens supplémentaires, et une nouvelle économie sur le dos des élèves des quartiers populaires. Pour y arriver, à la suite de Sarkozy, elle applique la bonne vieille méthode qui a permis de casser bien d'autres services publics : la dérégulation de l'éducation prioritaire. Au lieu d'annoncer officiellement la disparition des ZEP en lycée (et de risquer une mobilisation), elle laisse les enseignantEs se débattre dans une jungle de labels incompréhensibles qui se sont empilés année après année : ZEP, zone sensible ou violence, Éclair, politique de la ville, etc. La conclusion est simple, d'une académie à l'autre, d'un département à l'autre, d'un lycée à l'autre, les règles ne sont pas les mêmes et il est d'autant plus difficile pour les enseignantEs concernés de s'y reconnaître, encore plus de se battre ensemble alors que les situations semblent différentes...

Une revendication unifiante, un mouvement qui s'étend

Mais après plusieurs années de grèves et de mouvements dans l'éducation prioritaire, malheureusement pour le ministère, des liens se sont tissés entre les équipes combattives des bahuts mobilisés et des leçons ont été tirés des luttes antérieures.

En l'absence d'un boulot sérieux sur le sujet par les directions syndicales du secteur, plusieurs lycées (au départ dans le 92 et le 95) ont décidé de coordonner leurs actions et de se doter d'une plateforme revendicative commune : l'appel « Touche pas ma ZEP ». Avec une demande unifiante très simple pour tous les établissements qui relèvent de l'éducation prioritaire (quel que soient leur classement) ou qui devraient en relever : une carte élargie de l'éducation prioritaire avec un label unique contraignant en termes de moyens pour les élèves (effectifs limités, cours en demi-groupes...) mais aussi en termes d'indemnités ou de droits à la mutation afin de stabiliser les équipes. Résultat : un mouvement qui s'étend et un collectif qui compte maintenant près de 50 lycées mobilisés signataires et qui se réunit régulièrement à la bourse du travail de Paris pour décider ensemble.

Un mauvais coup pour le ministère : les personnels du secteur ont commencé à prendre leurs affaires en main et ça ne fait que commencer ! Après le succès de la grève du 29 septembre (avec des taux de grève à 80%, des lycées fermés...), on lâche rien et on continue avec une nouvelle journée de grève mardi 11 octobre pour une nouvelle extension du mouvement.

David Pijoan

BUDGET Jusqu'au bout pour les patrons

Mercredi 28 septembre a été présenté le dernier budget de la présidence Hollande. Outre le budget de l'État, a été également présenté un document retraçant l'évolution globale des finances publiques (État, collectivités locales et protection sociale) prévue pour 2017. Une bonne occasion de revenir un peu en arrière.

Depuis 2014, la priorité gouvernementale quasi unique est de couper dans la dépense publique car il faut bien compenser le coût de l'avalanche de mesures en faveur des entreprises.

Donner plus... à ceux qui ont plus!

La hausse des impôts sur les entreprises du début du quinquennat a été ensuite plus que compensée, principalement par le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et les mesures du Pacte de responsabilité (réduction des cotisations sociales employeurs et de certains impôts sur les entreprises). Le CICE a fait « pschitt » en matière de création d'emplois : parmi les deux organismes de recherche ayant contribué au rapport officiel de suivi, l'un ne trouve aucun effet sur l'emploi, l'autre péniblement entre 50 000 et 100 000 sauvegardés ou créés... Mais le CICE coûte très cher ! Pour faire face au manque à gagner, la fiscalité des ménages a continué à progresser, avec notamment la hausse des taux de TVA en 2014. Ce mouvement s'est poursuivi, de façon plus modérée après 2014, malgré les baisses décidées de l'impôt sur le revenu : le choix de diminuer le seul impôt progressif (impôt dont le taux augmente avec le revenu imposable) est significatif d'un tournant idéologique majeur au



Sapin présente le budget... de la future campagne de Hollande. DR

regard des positions traditionnelles de la gauche sur la fiscalité (même si ces baisses ont plutôt concerné les revenus faibles et moyens).

50 milliards de coupes

En avril 2014, tout juste promu Premier ministre, Manuel Valls avait annoncé un plan d'économie de 50 milliards sur les années 2015 à 2017 par rapport à la croissance tendancielle des dépenses publiques. Les 50 milliards étaient décomposés en 19 milliards pour l'État, 11 milliards pour les collectivités et 20 milliards pour les administrations de sécurité sociale.

Pour ce qui est des dépenses de l'État, on notera d'abord la contraction des investissements et la non-revalorisation du point d'indice de la fonction publique. Les ministères

non prioritaires (hors Intérieur, Justice et Éducation) ont dû faire des efforts considérables... ce qui ne signifie pas que les ministères prioritaires, notamment l'Éducation, ont bénéficié de moyens à la hauteur de leur mission !

Par contre, la multiplication des interventions extérieures (plus de 30 000 militaires sont quotidiennement en opération, un chiffre inégal depuis la guerre d'Algérie) a amené l'assouplissement de la contrainte sur le budget militaire...

Protection sociale sous pression

Les collectivités locales ont été mises à rude épreuve et ont dû comprimer leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement avec des conséquences pour des populations percutées par les difficultés

économiques, cela d'autant plus que l'État s'est déchargé sur ces collectivités de certaines de ses missions. Quant à la protection sociale, les hôpitaux subissent une pénurie accrue de moyens, des fermetures d'unités ont eu lieu. Les différentes prestations sociales ont fait l'objet de mesures diverses d'économies : gels temporaires, modification des mécanismes de revalorisation, etc. En 2016 et pour 2017, à l'approche des présidentielles, l'État lâche un peu la bride sur ses propres dépenses (l'objectif de 50 milliards d'économies a été assoupli) mais pas sur celles des régimes sociaux et de retraite, avec 4 milliards d'économie supplémentaires. Le régime général de sécurité sociale serait ainsi quasiment à l'équilibre en 2017. Le déficit global des finances publiques (État, collectivités territoriales, protection sociale) est, lui, annoncé à 2,7% du PIB (contre 4,8% la première année du quinquennat). Si cette hypothèse se réalise (elle repose sur le scénario très incertain de croissance du PIB de 1,5% en 2017), la France sera ainsi rentrée dans les clous du pacte de stabilité. François Hollande se targuera certainement de ce résultat lors de sa probable campagne pour sa réélection. Il aura bien mérité du patronat, grand gagnant de sa politique budgétaire.

Henri Wilno

MIGRANT-E-S À Calais, la solidarité interdite... mais on y était!

À Calais, il n'est visiblement pas question que les migrantEs puissent manifester leurs demandes ni que la solidarité puisse s'exprimer. Ainsi, deux jours plus tôt, la préfecture a interdit la manifestation du 1^{er} octobre lancée par la Coalition internationale des sans-papiers et migrants, et soutenue par différentes organisations dont Solidaires et le NPA.

Violences et mensonges

La manifestation avait pourtant commencé dans une bonne ambiance : slogans et danses au son d'une batucada, au nez de la haie de CRS bloquant la sortie du campement. Mais cela n'a pas duré. À l'opposé du mensonge des « forces de l'ordre » repris en boucle par les médias, ce sont bien les CRS qui ont lancé les hostilités en gazant les manifestantEs pour les repousser vers le camp. Puis ils ont utilisé leurs canons à eau... Alors seulement, les migrantEs ont riposté avec des cailloux. Légitimement. Le campement a été littéralement inondé de lacrymogènes pendant plusieurs heures et les flics se sont vengés en détruisant les sanitaires et les douches près de l'entrée.

Le pouvoir voudrait que rien ne vienne enrayer le discours dominant selon lequel la seule solution serait le démantèlement du camp de migrants. Une solution pour qui ? Certainement pas pour les migrantEs. Alors il fallait faire taire ceux et celles qui voulaient aller manifester auprès d'eux...

Pressions et interdiction

La manifestation n'a pas seulement été interdite. Des pressions directes



ont été exercées, sans succès, par le chef de cabinet du préfet sur la compagnie de cars utilisée pour amener migrantEs et personnes solidaires au départ de Paris. Sans succès, les quatre cars sont bien partis samedi matin. Ils ont été arrêtés à deux reprises sur la route, avant d'être définitivement bloqués au péage avant Calais. Tous les passagerEs ont refusé de donner leurs papiers en solidarité avec les sans-papiers et réfugiés, et ont

organisé une manifestation sur le bord de l'autoroute. Les chauffeurs ont aussi été menacés de garde à vue. Ce n'est plus seulement manifester ou se rassembler qui n'est plus un droit dans la France de l'état d'urgence permanent, c'est aussi celui de circuler : nous devenons tous des migrantEs ! Pourtant des personnes solidaires de toute la région et même de Belgique ont quand même réussi à accéder au campement.

Des militantEs du NPA de Lille, Dunkerque, Valenciennes et Paris étaient aussi là.

Responsabilités et solidarités

Ce samedi 1^{er} octobre a donné un avant-goût du démantèlement : cela ne se passera pas bien, et ça ne pourra qu'être pire ensuite. Parce que les migrantEs veulent aller en Angleterre et que, tant que la frontière ne s'ouvrira pas, le pouvoir ne pourra que chercher à les invisibiliser et les écraser. Au mépris de toute humanité. Au mépris de nos droits. Au mépris de Calais.

Le démantèlement est imminent, avant la fin de l'année pour Hollande, dans quelques semaines pour Valls. Peu de temps pour que chacun prenne ses responsabilités et pour organiser une initiative nationale d'envergure.

Le NPA s'opposera à toute solution qui ne tiendrait pas compte de la volonté des migrantEs exprimée par eux-mêmes. Avec eux, nous exigeons l'ouverture de la frontière avec l'Angleterre. Non au démantèlement ! Ouverture des frontières !
Philippe Poutou, Alain Pojolat et Denis Godard

HONGRIE Référendum : « Un échec par rapport aux attentes du pouvoir »



DR

Entretien. *Animateur de la revue de gauche Eszmélet, Gyöző Lugosi nous a accordé cette interview juste après les résultats du référendum organisé par le Premier ministre hongrois, Viktor Orban.*

la majorité des citoyens hongrois d'aller voter de façon valide. Les deux «grands» partis de gauche (PS, Coalition démocratique) ont mobilisé leurs sympathisants pour l'abstention (non-participation, boycott), d'autres forces civiles progressistes plutôt pour un vote invalide.

Dans cette situation, la majorité de Non correspond grosso modo à l'effectif global de l'électorat actuel du Fidesz (le parti du Premier ministre) et de Jobbik (extrême droite), soit autour de 40%. Cela pose l'éventualité d'une coalition tacite (voire même ouverte) de ces deux grands partis. Cependant, Gábor Vona, président de Jobbik, au soir même du référendum, a appelé Orban à démissionner, argumentant que, suite à cet échec politique de Fidesz et au pari hasardeux et irresponsable d'Orban, la Hongrie se trouve maintenant politiquement gravement affaiblie devant Bruxelles...

Est-ce que ce résultat peut être analysé comme un échec pour Orban ? Est-ce que la gauche peut en profiter ?
Oui, ce résultat est indéniablement un échec par rapport aux attentes du pouvoir, même si ce dernier – et Orban personnellement – parle publiquement d'un « triomphe écrasant ». Mais cela ne signifie

aucunement que la gauche politique en crise peut en profiter de façon significative et qu'elle ait la chance d'acquiescer le pouvoir en 2018. Les questions fondamentales de la société hongroise – et de sociétés de l'Europe de l'Est en général – se situent au-delà de la migration (la grande majorité de membres de ces sociétés ne rencontrent jamais de leur vie d'immigrants et de réfugiés syriens, afghans ou africains...).

Ya-t-il des disparités dans les résultats. Entre les catégories sociales ? Entre Budapest et la province ?

Le taux des Non est le plus élevé dans le département de l'ouest de la Hongrie de Vas (Szombathely), à la frontière autrichienne, et de façon plus générale parmi les couches aisées (à Budapest par exemple dans les quartiers chics de Buda). L'abstention a été très élevée au sein des défavorisés (par exemple dans le 8^e arrondissement de Budapest habité par des pauvres, tsiganes et non-tsiganes).

L'année dernière, il y avait eu en Hongrie un mouvement de solidarité avec les migrants. Qui a appelé à voter Oui, Nul ou à boycotter le référendum ?
Ces sentiments de solidarité persistent dans une large couche de la société, surtout urbaine et

scolarisée (Budapest, Szeged, Pécs...). Mais en même temps, l'anxiété et la peur se propagent également sous l'influence de la propagande morbide du pouvoir. Cela est aussi dû à la perplexité concernant les instances politiques européennes, avec la gestion du défi de la pression migratoire due au démantèlement des structures politiques et sociales dans le bassin oriental de la Méditerranée.

Il y a deux ans, Orban apparaissait comme isolé en Europe. Aujourd'hui, d'autres pays comme la Pologne, la Slovaquie... semblent l'avoir rejoint. Comment interprètes-tu cette évolution ?

Cette acceptation de la part de Bratislava et de Varsovie est, selon moi, très partielle, conditionnelle et pour ainsi dire tactique. Fico et Kaczynski, les Premiers ministres slovaque et polonais, poussent plutôt Orban devant eux, mais dans les coulisses diplomatiques ils sont beaucoup plus « empathiques » à l'égard de la position de Bruxelles et surtout de Berlin. Et visiblement ils n'ont pas d'envie d'attirer sur eux la désapprobation des Américains... La folie d'Orban est telle qu'il a publiquement pris position pour la victoire de Trump aux élections présidentielles US.
Propos recueillis par Henri Wilno

Peux-tu nous expliquer le résultat du référendum ? Il y a une écrasante majorité de Non (en fait, non à l'accueil de migrants), la consigne de vote donnée par le Premier ministre. Et pourtant le référendum n'est pas valable. Pourquoi ?

La loi relative aux référendums a été soumise au Parlement et votée par la majorité de droite après 2010 justement pour entraver les référendums dans d'autres affaires indésirables pour le pouvoir. Elle prescrit pour que le résultat soit valable un taux de participation élevé : 50% + 1 vote. Abstentions et votes nuls ne comptent pas. Malgré la formulation extrêmement manipulatrice de la question posée et la campagne incroyablement agressive et énormément coûteuse (15 milliards de HUF, ce qui dépasse le coût du référendum britannique sur le Brexit), Orban n'a pas réussi à convaincre

GRÈCE Résister, toujours !

En ce début d'automne, la situation continue d'empirer en Grèce, et on peut s'interroger sur des chiffres récents indiquant par exemple que la mortalité infantile est passée de 3,75 pour 1000 en 2014 à 3,96 en 2015, ou que le nombre de morts et de départs à l'étranger dépasse celui des naissances et des arrivées en Grèce...

Ces chiffres à eux seuls justifieraient une rupture politique majeure, pour sortir de cette évolution catastrophique. Mais ce n'est pas la voie suivie par Tsipras et son gouvernement : il applique en élève consciencieux les ordres de la troïka qu'il avait acceptés en été 2015, et la phase actuelle, c'est celle des privatisations et de nouvelles attaques contre le droit du travail. Dans le collimateur, les compagnies nationales comme DEI (électricité) ou EYDAP (eau). Même si le ministre de l'Économie jure que l'eau ne sera pas privatisée, sa distribution à Salonique relève en partie du privé (d'autant plus intéressé que le dernier exercice y est fort bénéficiaire!) et des mobilisations ont commencé contre cette menace.



Aube dorée, une menace qui dure... très dure. DR

Mais de manière générale, le découragement que l'on notait avant les vacances n'est pas fini, face à un gouvernement dont beaucoup avaient cru les promesses de changement radical. Or, il suffit de voir la réforme des chaînes de télévision pour mesurer à quel point Syriza refuse tout changement du système : alors que la presse de droite est déchaînée (campagnes mensongères faisant passer Syriza pour le parti bolchevique!), le gouvernement, qui avait l'occasion de lancer une mobilisation pour des médias au service des intérêts de la population, s'est contenté de réduire le nombre de chaînes généralistes en les attribuant au plus offrant, c'est-à-dire aux plus efficaces des requins mafieux!

Nazis à l'offensive...

Aussi, dans ce climat, rien d'étonnant à ce que les nazis, stimulés par la libération de leurs chefs et par l'aide que leur apporte l'aile extrême du parti de droite, fassent leur réapparition dans les rues. Ainsi on voit aujourd'hui revenir des scènes de violence contre les immigrés et les militants de gauche, comme avant l'arrivée de Syriza au pouvoir, cela sous l'œil bienveillant de flics qui viennent par exemple de garder 7 heures au poste, au centre d'Athènes, des enfants immigrés, sans les nourrir ou leur donner à boire, en les frappant et en les insultant!

C'est bien sûr sur le terrain de la question des réfugiés que les nazis essaient de se refaire une santé, impulsant des mouvements de prétendus « citoyens indignés » et les poussant à s'en prendre physiquement aux réfugiés. Et cela marche en partie, y compris sur des îles jusqu'ici solidaires comme Mytilène. Ils tentent aussi de retourner des mouvements solidaires, comme celui qui refuse de céder aux banques des revendications telle que « refus que les banques redonnent nos maisons pour y loger des réfugiés » (vu en Crète, une île pourtant antifasciste!).

Face à tout cela, il est donc indispensable que le mouvement populaire accentue ses mobilisations. Or, en cette rentrée, l'unité est peu au rendez-vous, comme on l'a vu lors de l'anniversaire du meurtre du rappeur Fyssa par les nazis : au moins six manifs différentes... Dans ce climat, il est donc très important de s'appuyer sur des victoires locales, comme cela vient de se passer à Salonique, avec une mobilisation populaire obtenant du tribunal qu'une famille menacée d'expulsion (père infirme...) garde son logement. Comme le dit le NAR (une des composantes d'Antarsya), cette petite victoire ouvre la voie : on lâche rien!

D'Athènes, A. Sartzekis

BRÉSIL Droite renforcée, situation instable

Ce dimanche 2 octobre, les élections municipales ont eu lieu et, comme prévu, le PT en a été le grand perdant : il aura moins de la moitié des municipalités qu'il avait en 2012...

Curieusement, pour les autres partis, il n'y a pas eu de changements majeurs. La plupart des partis de droite, mais aussi des partis qui peuvent être classés au centre-gauche et qui sont restés alliés du PT (PC do B et PDT), connaissent une certaine progression. Le parti le plus idéologiquement à droite, le PSDB, est tout de même celui qui s'est le plus renforcé, en particulier par l'élection dès le premier tour du maire de São Paulo, la plus grande ville du pays.

Le PSOL, le parti le plus à gauche qui dispose d'une représentation parlementaire, a un peu progressé, phénomène qui pourrait s'accroître au second tour le 30 octobre. Ainsi il sera au second tour à Rio de Janeiro, la deuxième ville du pays, et à Belém, la ville la plus importante dans la région Nord, capitale de l'État du Pará, cela malgré le changement dans les règles électorales qui a grandement réduit l'accès à la télévision des partis qui, comme le PSOL, ont moins de 10 députés nationaux.

Le PT souffre, et pas seulement à cause des élections perdues ou de la destitution de Dilma Rousseff. Les enquêtes pour corruption centrées sur la compagnie pétrolière (Petrobras) se poursuivent et, bien qu'il y ait beaucoup de partis impliqués, elles se concentrent de plus en plus sur le PT. Au cours des dernières semaines, deux

BRÉSIL: LA BOURGEOISIE REVANCHARDE CONTRE LE PARTI DES TRAVAILLEURS...



anciens ministres du gouvernement Lula ont été arrêtés, et Lula lui-même est officiellement mis en accusation. Deux semaines avant les élections, des procureurs ont fait une étrange présentation des accusations portées contre lui, sans apporter de preuves claires. Il ne fait aucun doute qu'il y a eu corruption à Petrobras, et le PT en a bénéficié. De plus, il n'y a pas de doute que Lula avait au moins une certaine connaissance de cela... Mais il y a aussi beaucoup de preuves que la corruption à Petrobras n'a pas commencé avec les gouvernements PT, et que pendant leur mandat, de nombreux autres partis, en particulier le PMDB de l'actuel président Michel Temer, ont été impliqués.

Flux et reflux
Mais dans cette élection, la direction du PT a montré qu'elle n'a rien appris sur l'ingratitude de la bourgeoisie. Elle a continué à faire de nombreuses alliances avec des partis de droite, en particulier avec

le PMDB lui-même, le parti qui a dirigé le coup d'État parlementaire contre Dilma Rousseff. Il y a certes beaucoup de critiques au sein du PT contre cette politique, mais le PT ne semble plus capable de se transformer, et encore moins de « revenir à ses origines », comme le voudraient certaines critiques. Pourtant, l'opposition au gouvernement Temer reste très forte. Dans les grandes villes, la plupart des candidats assimilés au PMDB ont été vaincus. Temer a même dû voter avant l'ouverture officielle du bureau de vote pour éviter de rencontrer une manifestation contre lui!

Dans les jours qui ont suivi l'approbation de la démission de Dilma Rousseff (le 31 août), il y a eu des centaines de manifestations « Temer dehors ! », en partie spontanées, avec beaucoup de jeunes, dont une manifestation d'environ 100 000 personnes à São Paulo le 4 septembre. Il y a eu aussi de nombreuses mobilisations de jeunes contre le projet de réforme du secondaire du gouvernement Temer. En ce moment, il y a un reflux des mobilisations, mais le sentiment d'insatisfaction qui les a motivées est encore bien présent, et après le second tour des élections, quand Temer annoncera des mesures plus impopulaires, les manifestations pourraient revenir. Bien que les secteurs de droite aient obtenu des victoires et soient à l'offensive, la situation est donc loin d'être stabilisée...

De São Paulo, João Machado



La queue au checkpoint, le quotidien des Palestiniens. DR

ISRAËL : L'HÉRITAGE DE SHIMON PERES

Entre « l'homme de guerre et l'homme de paix », comme a titré *Libération*, c'est bien le second qui a largement dominé dans les médias. Peres n'a pas observé l'évolution de son pays depuis une résidence d'où il profitait de sa retraite politique. Jusqu'au bout, il a été acteur au premier plan...

De 1970 à 2014, il occupa successivement les postes de ministre des Transports, des Finances, de la Défense, de Premier ministre puis de président d'Israël. La situation actuelle, que le champ politico-médiatique français tend à prendre comme exemple sécuritaire, n'est pas étrangère à Shimon Peres : elle est une part de son héritage.

Aujourd'hui, Israël est d'abord le second pays le plus inégalitaire de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). 21 % de la population y vit sous le seuil de pauvreté¹ – dont 38,9 % des Palestiniens d'Israël² – contre 13,8 % en 1995.

Médiatisation

Inspiré par son ami Silvio Berlusconi, et peut-être aussi lecteur d'Antonio Gramsci, Benyamin Netanyahu place la question culturelle et médiatique au centre de sa politique. Il juge les médias traditionnels trop « gauchistes ». Par le biais de son fidèle soutien, le milliardaire Sheldon Adelson, il a fait du journal gratuit *Israël Hayom* l'organe de presse non officiel du Likoud, son parti. C'est actuellement le journal le plus diffusé et lu dans le pays.

L'actuel ministre de l'Éducation et de l'Information, Naftali Bennett, est le leader du parti du Foyer juif, issu idéologiquement du sionisme religieux³ et principale organisation politique représentant les colons. Il a été chargé par Netanyahu de mener une réforme d'envergure visant à supprimer l'autorité de radiodiffusion d'Israël, service public de radio et de télévision, au profit d'un nouveau service créé par le gouvernement. Annoncée en 2014, cette réforme a pour le moment été reportée à 2017, afin de calmer la vague de protestation qu'ont engendrée ces annonces. Plus récemment, +972 a révélé que depuis 2011, près de 17 000 articles de presse avaient été censurés, partiellement ou totalement, par les autorités militaires⁴.

Répression

Les pacifistes israéliens sont pris pour cible. En début d'année, les activistes Ezra Nawi, Guy Batavia et Nasser Nawajeh ont été inculpés pour leur activisme en Cisjordanie. Durant leur procès, les juges ne se sont pas cachés d'avoir obtenu des renseignements de l'organisation d'extrême droite Ad Kan, qui a fait de l'infiltration des milieux activistes israéliens sa spécialité. Il leur est notamment reproché d'avoir tissé des liens avec des mouvements de résistance palestiniens. Parallèlement, l'organisation d'extrême droite Im Tirtzu, devenu depuis 2013 l'un des premiers mouvements estudiantins israéliens, a fait campagne contre différentes ONG qui mettent en cause la politique israélienne en Cisjordanie, telles que B'tselem ou Breaking the Silence. Elles sont accusées de participer à la délégitimation d'Israël, tout en étant financées de l'étranger. À travers des clips et des affiches virulentes, où les noms et les photographies des militantEs sont affichés, Im Tirtzu réclame une loi pour les empêcher d'agir. C'est presque chose faite puisque depuis cet été, la ministre de la Justice, Ayelet Shaked, jeune figure du parti de Bennett, a fait voter une loi obligeant toutes les organisations bénéficiant de fonds venus de l'étranger de les déclarer publiquement. En clair, ces associations passent pour des traîtres à Israël. C'est leur crédibilité et leur sécurité qui sont en jeu.

Invisibilisation

La question palestinienne a disparu des écrans israéliens. La politique d'invisibilisation de la population palestinienne, entamée par Sharon en 2001, a porté ses fruits. Lors des élections législatives de mars 2015, seulement 9 % des juifs israéliens considéraient la paix avec les Palestiniens comme prioritaire⁵. Sauf lors d'attaques sporadiques de jeunes palestiniens ou le jet de roquettes depuis Gaza, les Palestiniens restent absents du quotidien des Israéliens.

L'échec des accords d'Oslo et la seconde Intifada avaient dégradé l'image d'Israël en Occident. La droite israélienne a su trouver dans le 11 septembre 2001 un moyen de rester un allié indéfectible dans la région : alimenter les aspects religieux du conflit et se proclamer à l'avant-garde d'une lutte à la fois civilisationnelle et contre le terrorisme. Ce n'est pas anodin si Netanyahu fait de Jérusalem, la ville trois fois sainte, un enjeu central. Pour celles et ceux qui s'attendent à une réaction des institutions étatiques face à ces dérives fascisantes, Netanyahu a su placer ses pions. L'actuel chef de la police, Roni Alsheik, est un sioniste religieux, tout comme Noam Sohlberg, dernier juge entré à la cour suprême, ou Yoram Cohen, directeur du Shin Beth (service de sécurité intérieure) de 2011 à mai 2016⁶. Actuellement, près de 40 % de l'état-major israélien vit dans les colonies. Sans mobilisation internationale ou capacité du mouvement national palestinien de remettre les problématiques de l'occupation au centre, c'est à présent davantage sur une bataille entre sionistes laïques et religieux que le champ politique israélien va se redéfinir.

Thomas Vescovi

Professeur et chercheur en histoire contemporaine, et auteur de *La Mémoire de la Nakba en Israël* (L'Harmattan, 2015).

1 – *Études économiques d'Israël 2016*, OCDE, janvier 2016

2 – *Israeli government policy toward the Arab community*, Mossawa Center, 30 mars 2016.

3 – Si le sionisme originel est pensé par des athées ou des laïcs, le sionisme religieux fait une jonction entre le judaïsme orthodoxe et le sionisme tel qu'il a été pensé par les fascistes juifs des années 1920-1930, à l'instar de Vladimir Jabotinsky.

4 – Haggai Matar, « IDF censor redacts 1 in 5 articles it reviews for publication », 972mag.com, 26 septembre 2016.

5 – Marissa Newman, « Le coût de la vie en tête de liste dans les sondages », timesofisrael.com, 25 janvier 2015.

6 – Il a été remplacé par Nadav Argaman, laïque mais désigné par Cohen pour être son successeur.

OÙ VA LA P



TERRITOIRES PALESTINIENS : U

La Cisjordanie, Jérusalem et la bande de Gaza sont soumises au régime de l'occupation depuis 1967...

Ni les accords d'Oslo (1993-1994) ni le « retrait unilatéral » de Gaza (2005) n'ont modifié cet état de fait : c'est l'État d'Israël qui contrôle ces territoires, soit par une présence directe (Jérusalem et Cisjordanie), soit par un bouclage strict (Gaza). Depuis près de 50 ans, l'occupation est une donnée permanente de la vie des Palestiniens, ce qui a bien évidemment entraîné des dynamiques de résistance, mais aussi, phénomène souvent sous-estimé, d'adaptation.

Contradictions

À l'instar de toutes les populations sujettes à une occupation étrangère – et les Français sont bien placés pour le savoir –, les Palestiniens n'ont jamais été un « tout » homogène dans leurs rapports avec la puissance occupante. Traversée de contradictions, la société palestinienne n'est pas, contrairement à l'image d'Épinal véhiculée dans certains cercles dirigeants du mouvement national palestinien ou dans certains secteurs du mouvement de solidarité, une collectivité unanimement résistante au sein de laquelle toutes et tous seraient prêts à renoncer à tout confort quotidien,



À quelques mètres des affrontements, la vie continue. DR

aussi relatif soit-il, au nom de la lutte pour une libération future. La vie d'un peuple sous occupation, a fortiori lorsque cette occupation s'installe pendant des décennies, ne se résume pas à la résistance à l'occupation, mais s'organise autour d'un rapport complexe et dialectique entre lutte pour la libération et aménagement d'espaces au sein du dispositif d'occupation. La résistance n'est pas un but en soi, mais un moyen pour se libérer de l'oppression et de la répression, et lorsque cet objectif paraît trop lointain, voire inatteignable, nombreux sont ceux qui tentent de s'accommoder de l'occupation et

d'améliorer leur quotidien, quitte à renoncer à l'affrontement direct avec la puissance occupante.

La « normalisation »

Telle est la base matérielle de tout édifice collaborationniste, mais aussi d'un phénomène moins « extrême » mais tout aussi décisif pour quiconque veut comprendre les aléas des mouvements de libération nationale : la « normalisation » de l'occupation. On entend par ce terme une variété d'attitudes et d'actions, individuelles ou collectives, qui n'impliquent pas de coopération directe avec l'occupant, contrairement à la collaboration,

PALESTINE ?



Gaza en février 2015, un an après les bombardements... DR

UNE OCCUPATION NORMALISÉE ?

mais qui appréhendent l'occupation comme un fait accompli avec lequel il convient désormais de composer, aussi illégitime qu'on puisse le considérer.

Les soulèvements de 1987 et 2000 ont été l'expression la plus visible d'une conscience collective dans les territoires palestiniens et d'une volonté partagée d'en finir avec l'occupation. Mais il serait illusoire de penser qu'entre ces soulèvements (et en attendant le prochain ?), la population palestinienne des territoires occupés organiserait toute sa vie dans l'objectif de se soulever à nouveau. « Il faut bien vivre », et ce malgré l'occupation : faire des études, trouver et exercer un emploi, acquérir un logement, entretenir des relations sociales, familiales, amoureuses, etc.

La contestation normalisée ?

Il existe bien évidemment une différence d'échelle entre des projets collectifs (venus d'associations, d'ONG, etc.) qui acceptent de s'inscrire dans le cadre de l'occupation en ne la remettant pas en question (normalisation institutionnelle) et les trajectoires personnelles de ceux qui tentent, malgré tout, de vivre (adaptation individuelle). Ces phénomènes participent toutefois d'une même dynamique : une intégration de la réalité des rapports de forces, signe d'une victoire relative de la politique israélienne du fait accompli. Phénomène frappant depuis plusieurs années : une forme de

normalisation paradoxale de la contestation elle-même. Il n'est pas rare d'assister, dans les territoires occupés, à des scènes qui semblent surréalistes pour les observateurs étrangers : tandis que des groupes de jeunes sont en train de se confronter aux troupes d'occupation, la vie continue à quelques dizaines de mètres de distance des frondes et des gaz lacrymogènes. On fait ses courses, on joue du klaxon dans les embouteillages, on fume la shisha ou on mange un sandwich à la terrasse des cafés...

Impossible stabilisation

Est-ce à dire que les Palestiniens seraient résignés à accepter l'occupation ? Loin de là. Il s'agit seulement de comprendre que l'une des forces de l'édifice colonial israélien est d'avoir non seulement intégré indirectement, via le processus d'Oslo et la mise en place de l'Autorité palestinienne, des dizaines de milliers de Palestiniens dont les intérêts matériels immédiats coïncident avec la survie d'un « processus de paix » qui ne va nulle part, mais aussi d'avoir imposé, par une répression tous azimuts, un rapport de forces tellement défavorable aux Palestiniens que ces derniers y réfléchiront à deux fois avant de se soulever à nouveau.

Mais c'est précisément parce que le maintien de l'ordre est assuré par la répression, et non par une intégration réelle d'une majorité

de la société palestinienne aux structures coloniales, avantages matériels et symboliques à la clé, que toute stabilisation est impossible. Depuis un an, une nouvelle génération, inassimilable par le dispositif colonial et qui n'a donc « rien à perdre » (sinon la vie), est entrée en lutte, avec une multiplication des attaques contre les soldats et les colons qui, si elles peuvent être lues comme des gestes individuels et désespérés, n'en demeurent pas moins l'expression de l'impossibilité de policer durablement la société palestinienne. La révolte latente d'une certaine jeunesse montre que les phénomènes de normalisation n'équivalent pas à un consentement collectif à se soumettre à l'ordre colonial. Mais cette révolte n'a pas entraîné le reste de la société palestinienne, au sein de laquelle une majorité demeure convaincue qu'un nouveau soulèvement se solderait par une répression sans précédent et par une énième défaite. L'écrasante supériorité israélienne pèse sur les consciences : modifier concrètement le rapport de forces demeure l'une des tâches essentielles de la solidarité, et une condition nécessaire, avec la reconstruction du mouvement national, à ce que la confiance revienne dans les territoires occupés.

Julien Salingue

Auteur de *La Palestine d'Oslo* (L'Harmattan, 2014) et *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration* (La Fabrique, 2015).

UN MOUVEMENT NATIONAL PALESTINIEN ÉCLATÉ

En 2016, peut-on encore parler de mouvement national palestinien ? Il est divisé entre le Fatah, aux commandes de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) en Cisjordanie, et le Hamas, dans la bande de Gaza.

Le droit au retour des réfugiés palestiniens n'est plus à l'ordre du jour d'une Organisation de libération de la Palestine (OLP) moribonde. Depuis la signature des accords d'Oslo, en septembre 1993, les fractures inter-palestiniennes n'ont fait que s'accroître.

Un mouvement islamique divisé

Le Hamas et le Mouvement du jihad islamique en Palestine (MJIP) constituent les deux principales formations islamiques. En mars 2005, ils signent les accords du Caire, avec le Fatah, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP). Ces accords évoquent une intégration du Hamas et du Jihad islamique palestinien au sein de l'OLP : ils n'ont toujours pas été appliqués à ce jour. Néanmoins, en mai 2011, les deux partis islamistes sont intégrés à un « cadre de direction transitoire de l'OLP ». Le paysage islamiste palestinien n'est pas unifié : entre le Hamas et le Jihad islamique, les désaccords sont nombreux. Le Hamas est partisan d'une solution à un seul État « sous guidance islamique », sur l'ensemble de la Palestine de 1948, et opposé à une solution à deux États palestiniens et israéliens. Pourtant, depuis les élections législatives palestiniennes de 2006, il désire présider aux destinées de l'Autorité palestinienne, fruit des accords d'Oslo. Son projet stratégique est celui d'une « trêve » de long terme avec Israël, sur les frontières de 1967. Le Jihad islamique a pris l'option inverse : il boycotte l'ensemble des élections palestiniennes, et demeure partisan d'une lutte armée tous azimuts contre l'armée israélienne. Les désaccords tiennent également aux alliances régionales à établir. Tandis que le Hamas a rompu avec le régime de Bachar el-Assad en février 2012, le Jihad islamique reste proche de Téhéran, allié de Damas. Toutefois, la diplomatie iranienne a retissé des liens avec le Hamas :

en février 2016, sa direction se rend en Iran, et promet l'ouverture d'une « nouvelle page » avec la République islamique.

Les contradictions du Fatah

L'appareil et la direction du Fatah se confondent avec celui de l'Autorité palestinienne. Le Fatah est pourtant un parti populaire : jouant tantôt sur l'image passée et charismatique d'un Yasser Arafat, tantôt sur la peur du Hamas, il est implanté dans les camps de réfugiés palestiniens du Liban ou de Cisjordanie. Il a islamisé son discours, en forme de nationalisme conservateur. Il a l'appui des principales chancelleries occidentales et des pays du Golfe, mais le Fatah exploite aussi les faiblesses de ses adversaires. Lorsque le Hamas rompt avec Damas, le Fatah noue des liens avec Bachar el-Assad : en janvier 2016, le mouvement de Mahmoud Abbas fête officiellement son anniversaire à Damas, en présence d'officiels du régime syrien.

Le Fatah n'est pas exempt de nombreuses contradictions. Il joue le jeu des accords d'Oslo et des négociations avec Israël. Mais, lors de son sixième congrès d'août 2009, ses délégués refusent de supprimer les articles 12 et 13 de la charte du Fatah appelant à la naissance d'un « seul État démocratique » sur toutes les frontières de la Palestine historique. En Cisjordanie, dans le camp de réfugiés de Balata, à Naplouse, les anciens membres de sa branche armée, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, font le coup de feu contre les services de sécurité de l'Autorité. Le Fatah est enfin déchiré entre les partisans de Muhammad Dahlan, un ancien responsable des services de sécurité palestiniens, et ceux du président Mahmoud Abbas : dans le camp de Ayn al-Helweh, au Liban, les deux tendances s'affrontent par milices interposées. Pourtant, nulle différence stratégique entre Dahlan et Abbas : tout au plus s'agit-il de se battre pour la captation prédatrice de l'appareil de l'Autorité.

La gauche palestinienne : l'échec d'une troisième voie ?

La gauche palestinienne, plurielle, est fragmentée. Le FPLP, le FDLP, le Parti du peuple (l'ancien Parti communiste) et l'Initiative nationale palestinienne ont tenté de présenter des listes communes aux élections municipales d'octobre 2016, qui ont été annulées par l'Autorité. Mais les projets stratégiques sont opposés : le Front démocratique et le Parti du peuple palestinien sont favorables à une solution à deux États israéliens et palestiniens, tandis que le Front populaire défend l'idée d'un seul « État démocratique ».

Ces formations gardent néanmoins un petit capital populaire, à travers leurs réseaux associatifs, leurs branches étudiantes, ou dans l'Union générale des femmes palestiniennes (UGFP). Le FPLP a une certaine vigueur dans la bande de Gaza : lors de l'agression israélienne de juillet 2014, ses Brigades Abu Ali Mustapha ont été particulièrement actives, coordonnant leurs mouvements avec celles du Hamas et du Jihad islamique. Au Liban, FPLP et FDLP gèrent encore des « comités populaires », et ont intégré les Forces communes de sécurité palestiniennes (FCSF) censées prévenir la montée de l'État islamique dans les camps de réfugiés, à partir de février 2015. En dépit d'une sympathie marquée, en 2011, pour les soulèvements démocratiques dans le monde arabe, le FPLP et le FDLP ont gardé des liens avec le régime syrien, et ont toujours leurs bureaux à Damas. Enfin, ces organisations peinent à renouveler leurs directions, notamment en terme générationnel.

La gauche est à l'image du mouvement national, divisée et en panne de projet stratégique. Cela alors même que sa double opposition au Fatah et au Hamas, en forme de troisième voie, aurait pu lui profiter.

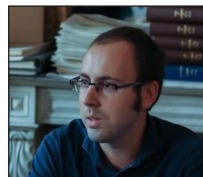
Nicolas Dot-Pouillard

Chercheur en sciences politiques, et auteur de *La mosaïque éclatée. Une histoire du mouvement national palestinien : 1993-2016* (Acte sud, 2016).

LA MORT LENTE DE LA PALESTINE



« Mettre en lumière la violence structurelle d'une police raciste »



Entretien. Doctorant à la Sorbonne, **Guillaume Vadot** est un des animateurs du NPA Jeunes. Le 22 septembre, il a été agressé par des

policiers pour avoir filmé un contrôle d'identité musclée à la gare de Saint-Denis. Nous l'avons rencontré pour faire le point sur cette affaire.

Lors de la conférence de presse du 26 septembre, tu as évoqué qu'une plainte serait déposée. Qu'en est-il ?

La plainte a été déposée dès le lendemain, et depuis, j'ai été auditionné à deux reprises par l'IGPN. J'ai répété l'ensemble de faits relatés dans mon témoignage. Le Défenseur des droits a également été saisi.

Les policiers qui t'ont agressé ont proféré des menaces contre les « gauchistes de la Sorbonne ». Quelles en ont été les répercussions ?

Énormes ! C'est en grande partie le soutien de mes collègues qui m'a poussé à dénoncer ouvertement ce qui m'était arrivé. Une réunion du personnel, puis une AG étudiante, ont eu lieu et une tribune signée par plus de 300 universitaires publiée dans la presse.

Tu insistes beaucoup sur le fait que ce qui t'es arrivé est « banal » et que ce qui n'est pas banal c'est que ce soit arrivé à toi. Que veux-tu dire ?

Je veux dire que derrière mon cas, très médiatisé du fait que je sois un « prof blanc de la Sorbonne », se cache un nombre infini de violences, souvent plus graves, subies au quotidien par les habitants des quartiers populaires et par les personnes racisées. Si je dénonce ce qui s'est passé, c'est précisément pour mettre en lumière la violence structurelle d'une police raciste, encouragée par les pouvoirs et l'impunité accentués par l'état d'urgence.

Et ça marche ?

Cela commence. Depuis la publication de mon appel à témoins, j'ai pu rentrer en contact avec plusieurs personnes ayant subi des violences policières, ainsi que des témoins de l'interpellation musclée de la personne noire (dont je recherche activement des nouvelles) et de mon agression. Nous avons également été à l'initiative, avec les camarades du NPA Saint-Denis, d'une réunion unitaire et d'une conférence de presse sur la ville.

Quelles vont être les suites ?

Sur le plan juridique on verra, mais ce n'est qu'un aspect de ma démarche. Le but est de contribuer à créer un front large pour la défense de nos droits démocratiques. Le meeting à Paris 1 jeudi 6 octobre, où je suis à la tribune aux côtés d'Assa Traoré, la sœur d'Adama Traoré, et de Mickaël Wamen (entre autres), est un premier pas en ce sens.

Propos recueillis par une correspondante

Il s'agit au mieux d'accompagner la restructuration d'Alstom qui se soldera, dans quelques mois, non pas « seulement » par 400 suppressions de postes à Belfort... mais par des milliers de suppressions dans l'ensemble du groupe. Ainsi l'usine de Petite-Forêt près de Valenciennes (1200 salariées) connaît déjà des premières mesures de chômage partiel.

Invraisemblable mécano

L'État se propose d'acheter quinze TGV pour les lignes Intercités Bordeaux-Marseille et Montpellier-Perpignan et de confirmer la commande de trente trains Intercités avant la fin du mois. De plus, il lance immédiatement l'achat par SNCF-Mobilité de six TGV pour la ligne Paris-Turin-Milan. Et SNCF réseau achètera vingt locomotives diesel destinées au remorquage des trains en panne.

De son côté, Alstom s'engage à investir 30 millions d'euros pour le développement et la fabrication de locomotives hybrides ou diesel avec un financement complémentaire de l'État. Les collectivités locales appuieront Alstom qui investira 5 millions d'euros pour la modernisation et l'accroissement d'activité des ateliers de maintenance de Belfort, avec 150 emplois supplémentaires à la clef. Alstom investira également 5 millions d'euros pour préparer la diversification du site (bus électrique...). L'ensemble est censé préserver l'avenir des sites de Belfort, La Rochelle et Reichshoffen, dans l'attente du « TGV du futur » pour lequel Alstom et l'État ont prévu d'investir 30 millions d'euros d'ici 2018.

Ce plan de sauvetage concentre à peu près tous les défauts possibles. L'État et/ou la SNCF vont financer la pseudo sauvegarde d'un groupe industriel dont les choix ne sont guidés que par la recherche de profits attrayants au regard du secteur d'activité. Autant dire que contribuables et usagers vont payer les pots cassés par des actionnaires et des financiers peu intéressés au développement des transports collectifs. Le plan semble tellement être un rafistolage que personne n'imagine qu'il aille beaucoup plus loin que le mois d'avril 2017... Enfin, si hasardeux qu'ils soient, les choix industriels confortent le

ALSTOM Sauver Alstom... ou sauver Hollande ?

Après de laborieuses tractations, le gouvernement a présenté son mecano politico-industriel censé assurer la pérennité du site de Belfort. Le seul objectif du gouvernement est de faire semblant d'être utile et efficace jusqu'aux prochaines échéances électorales...



Belles paroles policières... ou mobilisation des salariés ? DR

« tout TGV », même là où les lignes ne permettent pas de rouler à grande vitesse (!) ou sur des lignes socialement, économiquement ou écologiquement contestées comme la LGV Paris-Turin-Milan ou Paris-Bordeaux.

Construire la mobilisation pour sauver l'emploi

Ce pseudo-plan, trop électoraliste pour être honnête, ne saurait être la réponse à la liquidation du site de Belfort.

Dès le samedi 24 septembre, 7000 personnes, salariées d'Alstom et de nombreuses entreprises de la région, des militants venus de Florange ou de PSA Mulhouse, des habitants de la région, avaient manifesté à Belfort. Avec une belle unanimité politique dans

l'indignation devant la menace de liquidation d'un site industriel historique, emblématique, « fleuron » d'une région, de toute « l'industrie française »...

Le rassemblement devant le siège de Saint-Ouen mardi 27 septembre, fut, lui, bien plus modeste. Si, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et CGC, près de 300 salariées du site de Belfort avaient fait le déplacement par TGV spécial, ils n'avaient été rejoints que par quelques dizaines de salariées des sites de Valenciennes, La Rochelle, Le Creusot et Reichshoffen, pour un rassemblement qui regroupera au total 600 manifestants. Les discussions rendaient perceptibles angoisse et colère. Mais l'emballage médiatique et la multiplication des prises de position des partis politiques institutionnels, du gouvernement, engendraient plus de découragement, de colère, que d'encouragement à la mobilisation. L'histoire récente de Florange ou de PSA Aulnay décredibilise totalement les paroles politiques. Devant l'ampleur des tâches de construction du rapport de forces

indispensable pour faire reculer la direction du groupe, les salariées paraissent attentistes. Celles et ceux des autres sites, comme celui de Reichshoffen, espèrent conserver leur travail, voire « récupérer » celui de Belfort. Et il y a toutes celles et ceux qui espèrent bien sauter dans le train d'une retraite anticipée...

On est bien dans une configuration où rien de durable ne peut être construit en respectant le cadre de l'économie de marché, cadre où les droits, les moyens de vivre des travailleurs sont soumis à la rentabilité capitaliste. Le « minimum » syndical, revendicatif, ce serait l'expropriation des propriétaires d'Alstom, sans indemnités ni rachat, la réorganisation et le développement de la filière ferroviaire dans le cadre d'une priorité aux transports collectifs.

Un affrontement à construire en lien avec les autres mobilisations contre les plans de licenciements et contre la répression du mouvement social.

Robert Pelletier

HAUTE-VIENNE Délit de solidarité ? Ça suffit !

Le 13 avril 2016, une trentaine de travailleurs sociaux et de militants manifestaient devant l'hôtel du département par solidarité pour un jeune qui, le jour de ses 18 ans, allait se retrouver sans domicile et dans l'incapacité de terminer ses études, comme c'est le cas pour des dizaines de jeunes depuis cette décision du département. Ce jeune était alors en pris en charge au CEFJ du Vieux Collège de Magnac-Laval, centre de l'association AGE en Haute-Vienne. Les dirigeants du conseil départemental demandent alors au directeur du centre de « reprendre les choses en main ».

Début juin, 19 salariés d'AGE sont convoqués par ce directeur et se voient blâmés... pour avoir participé à une

Octobre 2014, le conseil départemental de la Haute-Vienne décidait de supprimer le financement des contrats jeunes majeurs pour les jeunes ayant eu moins de 3 ans de prise en charge en tant que mineurs isolés.

manifestation de solidarité ! En plus des blâmes, deux avertissements, une mise à pied de plusieurs jours, et François, éducateur chevronné et militant CGT, est licencié ! Un second licenciement est stoppé par l'inspection du travail pour cause de mandat syndical.

Abus de pouvoir et pressions

En matière de « compétences dictatoriales », la réputation du directeur n'est plus à faire. Il a déjà été condamné dans un emploi précédent pour



Lors d'une mobilisation précédente dans le département... DR

comportements incompatibles avec les droits fondamentaux de la personne, et la démission d'un de ses salariés a été requalifiée en licenciement abusif.

Mais, que ce soit à cause d'un abus de pouvoir d'un dirigeant ou de pressions exercées par

le conseil départemental sur l'association, il est inacceptable que des travailleurs soient sanctionnés et l'un des leurs licencié pour avoir manifesté une solidarité élémentaire envers un jeune menacé de se retrouver à la rue. Les syndicats demandent à juste titre

la levée des sanctions. Plusieurs actions de protestations ont eu lieu depuis juin, et mardi 27 septembre, une centaine de personnes ont participé à un rassemblement à Magnac-Laval. Pas question d'en rester là !

Correspondant

AUTOMOBILE Derrière le décorum, la crise !



Tout bagnoles: No futur? PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Tous les deux ans, à l'occasion du Mondial de l'automobile, les grandes firmes du secteur s'offrent la publication de centaines d'articles où les journalistes relaient les publicitaires pour en cirer les chromes...

LA POSTE Souffrance au travail: un système qu'il faut mettre à bas

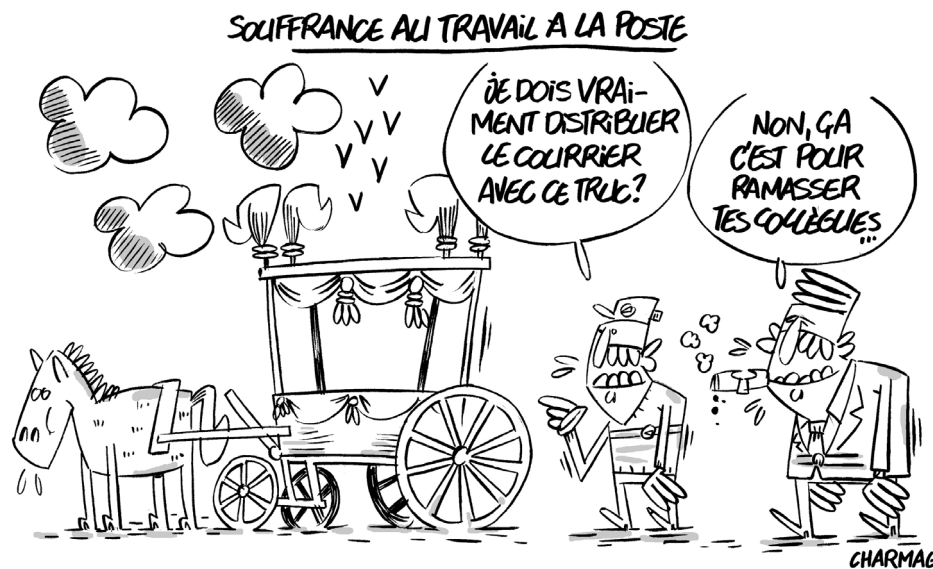
Depuis quelques semaines, la souffrance au travail à La Poste est de nouveau sous le feu médiatique.

L'histoire d'Émeline, la jeune factrice de Villeneuve-d'Ascq qui a fait un AVC après que sa hiérarchie l'eut non seulement obligée à venir travailler, mais aussi maintenue à son poste au lieu d'appeler les pompiers, met en lumière la réalité de ce que vivent les postierEs au quotidien. Et avec une ampleur inédite depuis 2012 et la vague de suicides qui avait alors fait l'actualité. Depuis 4 ans, la seule réponse de la direction de La Poste a été d'organiser un « grand dialogue », visant à prétendument associer les organisations syndicales afin de répondre au problème. Un écran de fumée... La machine infernale des restructurations est repartie de plus belle, les emplois sont sacrifiés sur l'autel de la réduction des coûts (plus de 100 000 suppressions en un peu plus de 10 ans!).

Aujourd'hui tous les clignotants sont au rouge, et il est certain que l'on s'achemine vers une situation encore plus dramatique qu'en 2012. Les alertes syndicales vers les directions ont été nombreuses, mais elles se sont heurtées à une véritable omerta organisée à tous les échelons hiérarchiques. Le cas d'Émeline est une brèche dans cette chape de plomb. Son histoire est discutée dans tous les services, parce que chacunE sait très bien que ça pourrait lui arriver, tant le discours « travaille et tais-toi, quoi qu'il en coûte » est monnaie courante. La parole commence d'ailleurs à se libérer. Exactement ce que craint La Poste, qui continue de jouer de la bonne image de service public, qu'elle met pourtant toute son énergie à détruire.

Rentabiliser au maximum, quel qu'en soit le prix...

Ainsi SUD PTT a organisé, le 26 septembre dernier, une conférence de presse en présence d'Émeline, de son avocat, et de Sébastien (le militant SUD mis à pied... pour avoir fait son travail en demandant que les secours soient appelés et que soit réuni un CHSCT pour pointer les responsabilités). Les familles d'autres victimes, malheureusement décédées, de cette politique du désastre étaient présentes, avec pour eux aussi des avocats et les militantEs des départements concernés (Finistère, Savoie, Essonne et Doubs). Tous les témoignages ont convergé, qu'il s'agisse du manque d'effectifs, du harcèlement par la peur, du mépris dont a fait preuve La Poste envers les victimes et les familles, ou de la répression brutale qui s'exerce contre les militantEs qui tentent de bloquer cette politique, notamment par le biais d'une instance comme le CHSCT, dont le rôle est notamment de prévenir les risques. Il ne s'agit donc pas de cas « à part » qui seraient dus à des circonstances exceptionnelles (par exemple unE cadre particulièrement sadique). Les agents de La Poste sont confrontés à un



véritable système institutionnalisé, à l'instar de celles de France Télécom devenue Orange. Un même système pour un même objectif. La Poste est aujourd'hui une SA à capitaux publics, par le biais de l'État et de la Caisse des dépôts et consignations qui en sont les actionnaires. Évidemment, cette situation est transitoire, l'ouverture du capital est la perspective. La Poste doit donc être rentabilisée au maximum, quel qu'en soit le prix. Il n'est donc pas étonnant que l'État ne pipe mot sur

ce qui est en train de se passer, puisqu'il brade les services publics pour le compte du Medef et du CAC 40.

Faire échec à ces projets ne se fera pas sans mobilisations d'ampleur nationale. En premier lieu, celle des postierEs eux-mêmes, mais aussi celle des usagerEs, qui ont plus que leur mot à dire dans l'avenir de La Poste, et des éluEs, notamment locaux. Certes, la parole se libère, mais ce n'est qu'un premier pas.

Édouard Gautier

POSTE PARIS 13^e Pour l'emploi et le service public!

Les guichetierEs de trois bureaux de poste de Paris 13 (Jeanne-d'Arc, Patay et Rive-Gauche) sont en grève, à plus de 80 %, depuis le 7 septembre dernier à l'appel de Sud, CGT et FO.

Cette grève est particulièrement exemplaire à plus d'un titre. En effet, depuis près d'un mois, la mobilisation n'a jamais faibli et, chaque jour, les postierEs se rendent sur d'autres bureaux pour expliquer leurs revendications et se rassemblent pour rencontrer les usagerEs. Il est vrai que les sales coups de la direction frappent tout le monde. Ces trois bureaux à caractère social sont en sous-effectif chronique et, pourtant, les patrons de La Poste veulent encore détruire quatre

emplois de guichetierEs, soit près de 20 % des postes!

Vers la fermeture?

Comme si cela ne suffisait pas, ils envisagent en plus de réduire les horaires d'ouverture, au grand dam des usagerEs! Une mesure qui serait d'autant plus désastreuse que ce type de décision augure bien souvent la fermeture pure et simple du bureau. Il est d'ailleurs à noter que La Poste annonce déjà la fermeture de près de 30 bureaux dans la seule ville de Paris. Comme trop souvent, et malgré la mobilisation, les patrons

de La Poste font la sourde oreille et n'avancent aucune solution permettant une sortie de conflit. L'intersyndicale a alors décidé d'étendre la grève à l'ensemble des bureaux des 13^e et 5^e arrondissements. Ce renforcement de la mobilisation fera peut-être réfléchir dans les salons!

Cette grève doit être victorieuse. Cela serait un formidable encouragement pour touTEs les postierEs parisiens dans une période où de lourdes menaces s'amoncellent. Totale solidarité avec les grévistes du 13^e!

Bruno Quignard

PRIVAS (ARDÈCHE) Faucheurs d'utilité publique

Ce 30 septembre, deux « faucheurs volontaires » ont comparu devant le tribunal de grande instance, mais c'est bien le procès du glyphosate qui a eu lieu...

Le 19 mars 2016 a eu lieu une action nationale des faucheurs volontaires contre les herbicides à base de glyphosate et pour dénoncer la toxicité des pesticides – du Roundup en particulier – leur distribution au grand public et l'inaction des pouvoirs publics, devant un problème majeur de santé publique et de dégradation de l'environnement. Ce jour-là, à Aubenas (sud Ardèche), les faucheurs volontaires ont neutralisé pacifiquement des bidons de désherbant dans trois magasins, dont deux ont porté plainte: Bricomarché et Gamm Vert.

Le glyphosate a été classé en 2015 comme « cancérigène probable » par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), et de nombreuses études indépendantes abondent en ce sens. Voilà pourquoi les faucheurs volontaires sont passés à l'action, continuant à dénoncer par ailleurs un modèle agricole intensif et productiviste qui s'appuie largement sur ces béquilles chimiques. Ainsi, en France, 140 000 ha de tournesol et 20 000 ha de colza mutés, véritables éponges à pesticides, cultivés puis commercialisés sans étude d'innocuité et sans traçabilité.



Devant le TGI, le procès de Bayer et de Monsanto. DR

« Arrêtons l'empoisonnement ! »

Il y a peu, la ministre de la Santé et d'autres personnalités politiques affichaient leur souhait de ne pas voir réautoriser le glyphosate... Mais ce n'est qu'un vœu, alors que ce procès a servi de tribune à de nombreux témoins pour que cela se transforme en résolution.

Après s'être réunis la veille à Aubenas pour une soirée festive et de témoignage, Julie et Sylvain, les deux mis en accusation, ont revendiqué leur désobéissance civile, ne se sont pas repentis et ont répondu qu'ils n'hésiteraient pas à recommencer d'autres actions de ce type. Accompagnés de plus de 300 manifestantEs, ils ont réclamé le retrait de la vente du glyphosate avec effet immédiat pour la vente aux particuliers, et demandé au juge et à la cour de Privas de saisir la Cour de justice européenne sur l'autorisation de l'utilisation du glyphosate en Europe.

« Arrêtons l'empoisonnement ! », pouvait-on lire sur les pancartes où s'exprimait également le refus de la fusion entre les deux empoisonneurs Bayer et Monsanto.

Le procureur de la république a réclamé 200 euros d'amende avec sursis. Le jugement sera rendu ce 4 novembre. Le combat continue...

Dominique Malvaud

Les dégâts causés par l'usage et la pollution automobile y sont oubliés. Et rien sur celles et ceux qui fabriquent les voitures dans les usines, sans lesquels « il n'y aurait pas de bagnoles »! Alors que les ouvriers de Ford Blanquefort y manifesteraient depuis des années pour l'emploi, Ford a préféré cette année être absent.

Il y a un an, le scandale des moteurs diesel

Tant pis pour ceux qui avaient cru malin de s'en prendre aux seuls constructeurs automobiles allemands... Toute l'industrie européenne de l'automobile est bien concernée. L'omerta commence à être levée: en circulation réelle, les voitures diesel dépassent jusqu'à dix fois les normes légales de pollution. Et le grand champion national qu'est

Renault est parmi les pires constructeurs européens en ce domaine!

Des innovations en trompe-l'œil

Voilà le retour annoncé du véhicule électrique! La réalité, c'est qu'aujourd'hui en Europe et en France, plus de 98% des voitures neuves vendues sont toujours à moteur thermique. S'il est probable que le véhicule électrique va se développer à un rythme plus soutenu, l'immense majorité du milliard de voitures en circulation sur la planète et des 380 millions en Europe continuera dans les dix prochaines années à consommer du pétrole. Les innovations en termes de voitures autonomes ou connectées ne changent rien à l'aberration que constitue l'utilisation d'une carcasse métallique de plus d'une tonne... pour transporter deux ou trois personnes.

Selon les données du syndicat SUD du Technocentre de Renault, « la fabrication d'une voiture européenne coûte 5 tonnes de CO₂ »...

Du luxe... pour les plus riches

Alors que l'Europe était depuis 2010 le maillon faible d'un monde automobile toujours en croissance, les ventes d'automobiles y augmentent à nouveau depuis dix-huit mois. Il n'empêche que l'industrie automobile y est confrontée à une crise des débouchés: les marchés automobiles ont tendance à être saturés, l'usage de la voiture de plus en plus limité en ville, la pollution émise de moins en moins supportée... La stagnation des salaires du plus grand nombre les empêche d'acheter des voitures neuves, et les innovations coûteuses des bureaux d'études ne trouvent pas d'acheteurs.

En France, l'achat d'une voiture neuve est devenu le fait des entreprises – la moitié des achats – et des plus riches de plus de 55 ans. À rebours du siècle dernier, l'automobile neuve est achetée par une fraction de plus en plus étroite de la population. Pour les autres, il reste les voitures d'occasion qui roulent de plus en plus longtemps, avec les moteurs les plus polluants et gourmands en diesel ou essence.

L'emploi massacré

En France, depuis 2007, les ventes de voitures ont baissé de 10% et la production d'automobiles neuves est passée de 3 à 2 millions de voitures. Au lieu de réduire la durée du travail et de partager le travail entre touTEs, Renault et PSA ont supprimé 70 000 emplois et précarisé ceux dont ils ne

peuvent pas encore se priver. Ainsi, les intérimaires peuvent atteindre jusqu'à 90% des effectifs sur les chaînes dans certaines usines de montage Renault. Le retournement conjoncturel des ventes, combiné avec l'application des plans de compétitivité chez PSA et Renault, a entraîné une explosion des profits reversés en dividendes aux actionnaires et aux dirigeants mercenaires. Toujours plus de sacrifices sont imposés aux salariés.

Au 20^e siècle, l'industrie automobile avait été au cœur de la croissance des économies capitalistes et de l'exploitation du travail. C'est devenu le miroir d'une société en crise où emploi, environnement, conditions de travail et de vie sont brisés. Elle est devenue irréparable!

Jean-Claude Vessillier

Les comités en action!

Toulouse (31) Malgré le procès, la solidarité avec le peuple palestinien continue.

Toulouse a une place spéciale dans la répression de la campagne BDS (boycott désinvestissement sanctions) : un maire qui soutient inconditionnellement le Crif et qui veut interdire l'accès aux salles municipales à celles et ceux qui voient dans cette campagne un moyen légitime pour défendre les droits des Palestiniens ; un préfet qui interdit le rassemblement de soutien à Bernard, Jean-Pierre, Loïc et Yamann, à quatre heures de l'ouverture du procès ce jeudi 22 septembre... Mais le rassemblement maintenu par le comité de soutien s'est bien tenu et a regroupé 200 personnes, dont de nombreuses délégations de la grande région et de Paris.

Dans une salle d'audience bondée, avec une délégation du NPA et Philippe Poutou, nous avons eu droit à deux procès en un seul : l'un accusant les inculpés d'avoir procédé à une discrimination en «*empêchant l'exercice normal d'une activité économique quelconque*» (articles 225-1 et 2 du code pénal), l'autre d'en avoir seulement eu l'intention... par la distribution d'un tract (article 28 alinéa 7 de la loi sur la presse). Le Crif, la Licra, le BNVCA étaient parties civiles pour le premier, Avocats sans frontières, France-Israël, et à nouveau le Crif parties civiles pour le second...

Les deux avocats des 4 militants BDS se sont relayés pour montrer l'inanité non seulement des accusations, mais la nullité de toute la procédure, entachée de multiples irrégularités. Elles ont aussi fait remarquer que les victimes annoncées à savoir Auchan, Sephora et Orange, n'ont pas porté plainte et n'ont fait état d'aucun préjudice. Elles ont demandé au tribunal de transmettre une «*question prioritaire de constitutionnalité*» à la Cour de cassation sur le texte de loi qui ne définit aucunement ce qu'est une «*entrave*». Enfin, les avocates ont dévoilé qu'une grande part des accusations repose sur le travail d'un détective privé [qui dispose d'une agence à Netanya en Israël] payé par les officines pro-israéliennes.

Le jugement sera rendu le 14 novembre. En attendant la campagne BDS continue. Palestine vaincra!

Guingamp (22) Journée bien remplie pour Armelle Pertus.

Samedi 1^{er} octobre, Armelle Pertus, porte-parole de Philippe Poutou, a passé une journée de campagne... à la campagne!

À 15h, le maire de La Roche-Derrien (1000 habitants), radicalement à gauche, a accueilli Armelle pour échanger sur les difficultés rencontrées dans l'action municipale. Une visite qui rend palpable la grande désillusion des élus locaux vis-à-vis de la politique menée par le gouvernement PS, la lassitude face au rouleau compresseur des politiques du capital, et la nécessité d'une alternative politique.

À 17h30, en pleine campagne de Plongonver, au Dibar, lieu associatif atypique, se tient l'Université de rentrée du mouvement de la gauche indépendantiste Breizhistance. Armelle, accompagnés d'une dizaine de militants du comité NPA de Bear Gwengamp et de Brest a participé à l'un des débats programmés, celui sur les luttes sociales de ce début d'année «*contre la loi travail et son monde*». La discussion durera une heure et demie et va permettre des échanges entre Breizhistance, le NPA et l'UL CGT de Guingamp. L'absence de représentants locaux de Nuit debout a sans doute limité la prise en compte des mobilisations locales. Notons la présence à ce débat de Jean-Marc Rouillan qui, bien que sous le coup d'une possible nouvelle condamnation par la justice, fait preuve de courage et soutient le mouvement social.

19h30, salle de la mairie de Saint-Laurent, petite commune rurale proche de Guingamp, il ne reste plus beaucoup de places vides quand Armelle arrive et salue la trentaine de présents réunis pour échanger sur la situation politique et les perspectives de lutte. Mais aussi pour discuter de la nécessité de porter lors de notre campagne présidentielle un projet anticapitaliste de rupture avec le système. Une participation qui encourage notre comité local dans son travail et son ancrage territorial.



DR

En campagne

La semaine de Philippe Poutou : mo-bi-li-sé!

De Paris à Calais en passant par Rouen, la semaine du candidat du NPA à l'élection présidentielle a été marquée par l'expression du soutien et de la solidarité avec toutes les mobilisations.

Ainsi mardi 27 septembre, Philippe était à Paris pour apporter son soutien et celui du NPA aux salariés d'Alstom, qui par un rassemblement à Saint-Ouen (93) au moment où se tenait le CE de l'entreprise, défendaient leurs emplois. Quelques dizaines de minutes plus tard, c'est à Bobigny (93) auprès des salariés d'Air France en butte à la répression pour 15 d'entre eux que s'est rendu Philippe. Il y a pris la parole au nom du NPA (voir article dans *L'Anticapitaliste* n°352). Ces deux rassemblements, pas aussi fréquentés qu'il aurait fallu, traduisent l'état d'esprit actuel : de la colère oui, mais aussi de la résignation. Difficile d'envisager des victoires aujourd'hui contre les patrons ou contre le

gouvernement... L'ambiance n'y est donc pas vraiment, mais il y a bien des discussions avec des syndicalistes qui ne veulent pas lâcher, qui ont conscience qu'il faut renverser le rapport de forces pour gagner. Le défi est là, ainsi que des militantEs pour les relever, pour construire la riposte...

Nos solidarités de classe

Deux jours plus tard, à l'occasion du meeting de Rouen avec Christine Poupin qui a réuni près de 200 personnes, une rencontre a eu lieu avec l'équipe qui a animé la grève à l'hôpital psychiatrique de Saint-Étienne-du-Rouvray : des syndicalistes de la CGT, des non-syndiqués, bref un collectif qui a conduit la lutte. La grève s'est arrêtée l'avant-veille, la direction ayant gelé son projet de restructuration



En meeting en Rouen jeudi 29 septembre. IGOR DEPERRAZ

Parrainages : la recherche indispensable

Tout cela se déroule devant les yeux d'un public écœuré qui ne voit plus de différence entre la gauche et la droite et peut s'amuser de la fausse concurrence entre tous les anciens ministres qui essayent de quitter un navire en perdition.

C'est face à un tel spectacle que nous présentons à la présidentielle un candidat, Philippe Poutou, ouvrier et syndicaliste à Ford (Blanquefort près de Bordeaux), pour faire entendre à des millions de gens la voix des mobilisations et expliquer que ce n'est pas par les élections que nous pourrions changer les choses mais dans les mobilisations. Autant nous pouvons nous passer de participer à certaines élections, autant la présidentielle est importante pour faire entendre une autre façon de faire de la politique.

Les autorités font tout pour limiter le nombre de candidatEs et envisagent

Malgré une absence de centralisation, une série de luttes continue de se développer dans un climat politique nauséabond, où la droite comme la gauche, complètement discréditées, offrent un spectacle lamentable de course à l'Élysée, en commençant par celle des « primaires ».

même aujourd'hui de supprimer l'impression des professions de foi pour que l'on ne vote plus que sur des noms, des « personnalités »...

Une question de démocratie

Pour pouvoir être candidat, avoir accès aux médias et aux moyens de mener campagne, il nous faut réunir 500 parrainages de maires. Pour cela, nous estimons devoir en voir près de 20 000... Cela signifie des journées de déplacement, des milliers d'euros d'essence... et des centaines de militantEs et sympathisantEs volontaires pour le faire.

Nous avons déjà un peu plus d'une centaine de promesses. C'est donc maintenant qu'il faut se mobiliser, aller voir les maires, discuter et leur demander non pas une adhésion à notre politique mais de faire le geste démocratique qui permet à un courant représentatif d'être présent dans ces élections.

Que les lecteurs et lectrices de notre hebdomadaire qui souhaitent nous aider se fassent connaître ou n'hésitent pas à aller voir les maires qu'ils connaissent pour leur demander ce geste indispensable.

Alain Krivine

qui conduisait à dégrader encore plus les conditions de travail (voir interview dans *L'Anticapitaliste* n°349). C'était une première grève pour beaucoup de salariéEs, des jeunes surtout, qui se sont organisés par eux-mêmes. Cela a créé du lien, le moral est là... Une expertise CHSCT doit avoir lieu, puis la direction dira si elle maintient ou modifie son plan, les salariés étant lucides sur le fait que le mouvement devra reprendre pour que l'expertise soit efficace. L'échange entre Philippe et les salariéEs a aussi permis d'aborder la question de la construction des collectifs de lutte, en particulier dans le secteur de la santé.

Enfin, samedi 1^{er} octobre, autre lieu, autre solidarité : Philippe était à Calais pour la manifestation de soutien aux migrantEs. Et à la différence de Hollande ou de Sarkozy, il n'était, lui, pas là pour exiger le démantèlement du camp et le refoulement des réfugiés (voir article en page 4).

Correspondants

Goodyear, c'est parti!

Après la condamnation de l'inspectrice du travail de Tefal, les réquisitions – même « modérées » – contre les syndicalistes d'Air France, la justice, soutenue et encouragée par le patronat et le gouvernement, est bien décidée à poursuivre sa besogne : sanctionner, condamner, pour décourager celles et ceux qui résistent à leur sale politique.

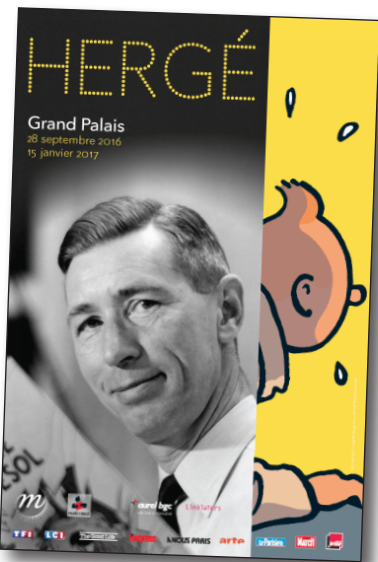
Il serait difficilement acceptable que se reproduise le déroulement de la journée du 27 septembre, avec deux rassemblements quasiment aux mêmes heures : celui des salariéEs d'Alstom contre la liquidation du site de Belfort, et celui du soutien aux syndicalistes d'Air France en procès, cela à quelques kilomètres de distance... Certes des délégations, comme celle du NPA, se sont rendues au deux rassemblements. Mais les 18 et 19 octobre à Amiens, c'est bien tous ensemble, à la même heure, sur le même lieu, que nous nous retrouverons.

Robert Pelletier



Place de la Nation à Paris le 4 février dernier, lors du rassemblement de soutien. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Exposition



Hergé

Au Grand Palais à Paris jusqu'au 15 janvier 2017

Un trait magique et magnifique unifie, densifie et donne sens à l'œuvre d'Hergé. Du Lotus bleu (1934) à Tintin au Tibet (1958), Georges Rémi alias Hergé se découvrait citoyen du monde et œuvrait, en révolutionnant la BD, à défendre « les civilisations, le sens de l'amitié, de la poésie et de la nature ». Une dimension largement mise en évidence par cette exposition consacrée à Hergé, et pas seulement à Tintin.

Les premières planches de 1929 où s'étalait un anticommunisme primaire et caricatural (*Tintin au pays des Soviets*, dont une version colorisée sortie chez Casterman en janvier prochain) laissent déjà entrevoir, derrière les gags commandés par un journal catholique, le formidable auteur, amateur du peintre Malevitch. L'exposition s'attache, à travers dix grandes salles, à présenter la diversité du génie d'Hergé en réunissant toutes les facettes de l'œuvre du père de Tintin, un des plus grands artistes du 20^e siècle.

Derrière la ligne claire, un crayon qui rugit

« Je dessine furieusement, rageusement, je gomme, je rature, je fulmine, je m'acharne, je jure, j'esquisse une autre attitude... Je perce le papier tout occupé que je suis à donner le maximum d'intensité à l'expression des mouvements » (Interview d'Hergé accrochée en salle 3). À la fin, le dessin entouré systématiquement par un trait noir d'épaisseur plus ou moins régulière, surgit en

force, tandis que la mise en couleur est faite sans aplats, ni ombrages, ni hachures. Les décors sont quant à eux traités de façon très réaliste mais avec le souci de ne pas nuire au mouvement des cases. Ces quelques mots résument le concept de la ligne claire mis au point par Hergé qui ordonne encore aujourd'hui le monde du 9^e art. Que ce soit en pour, en contre ou même en creux !

Le blanc au service de la ligne claire

L'utilisation du blanc donne force et sens au trait d'Hergé. Les blancs d'Hergé sont éclatants, les lignes qui les entourent ne les cernent jamais. Le blanc chez Hergé est énergie, force, mouvement, lumière et ouverture. *Tintin au Tibet* (salle 3) marquera l'apothéose de l'utilisation du blanc comme technique. Blanc des montagnes, blanc qui sépare chacune des cases, « minuscules interstices que l'on croit vides mais qui sont chargés de temps, de tensions, de bruits ou de silence, de mouvement » (Pierre Steck in *l'Art d'Hergé*, 2016).

Tous les arts et civilisations du monde dans l'œuvre d'Hergé

Hergé a très peu quitté la Belgique. Pour nourrir son imagination, il voyageait dans d'autres imaginaires à l'instar du *Tintin des Bijoux de la Castafiore* qui lit *l'Île au trésor* de Stevenson. La salle 8, *La leçon de l'Orient*, retrace le choc des cultures que fut la rencontre en 1934 de Tchang, jeune artiste chinois (peintre et sculpteur). Planches à l'encre de chine, feuillets de documentation, objets chinois, illustrations originales du *Lotus bleu*, la Chine irradie. La présence de la statuette chimu (civilisation pré-inca) en salle 2 qui inspira à Hergé *l'Oreille cassée* (1937), un autre régal pour les amateurs de Tintin. Elle préfigure le somptueux *Temple du soleil* (1946), lui aussi largement mis à l'honneur.

De l'art de la réclame à la peinture abstraite

L'exposition s'ouvre par la passion d'Hergé pour la peinture, la peinture abstraite en particulier qui venait compenser chez lui son

travail figuratif. Hergé s'initia avec Louis Van Lint. Les toiles d'Hergé accrochées avec celles de maîtres admirés (Poliakoff, Wesselmann, Dubuffet, Alechinsky, Warhol) se révèlent très réussies. Pourtant Hergé n'en était pas satisfait et déclara « *La bande dessinée est mon unique moyen d'expression... La peinture, il faudrait y consacrer sa vie et comme je n'ai qu'une vie, j'ai choisi* ». Qui s'en plaindra ? Plus alimentaire, Hergé se consacra à la « réclame » (salle 7) pendant de nombreuses années. Les affiches sorties de son atelier sont bluffantes d'inventivité, de vigueur et de simplicité chaleureuse. Si le démon BD ne l'avait habité, Hergé serait devenu un des géants des arts décoratifs.

Une exposition à ne vraiment pas manquer

Jamais, il ne fut réuni autant de pièces d'Hergé. Le choix de décliner l'aventure d'Hergé par thèmes et dans un ordre quasi inverse à la chronologie répond au besoin de la recherche esthétique sur l'œuvre. Le choix de commencer l'exposition par la peinture abstraite relève donc d'un parti-pris assumé. Pour autant, aucun aspect de la biographie du maître n'est occulté : ni sa relative compromission avec l'occupant nazi, ni son rapport au succès, ni ses relations avec ses collaborateurs. Une exposition qui fera date.

L'accueil à l'exposition par les Dupont vous permettra quand même de vous interroger sur l'attribut pileux qui permet de distinguer Dupond de Dupont, tandis que l'immense toile réunissant en apothéose tous les personnages d'Hergé à la fin de la visite vous donnera envie de revenir.

Bonne exposition !
Sylvain Chardon

Autobiographie

Les prolos, Louis Oury

Agone, 2016 (réédition), 19 euros

Le livre écrit en 1972, commence le 18 décembre 1950 quand, à 17 ans, l'auteur fait son « entrée dans la classe ouvrière » comme chaudronnier à la Sacer dans sa région natale de Loire-Atlantique. En 1953, il se fera embaucher aux chantiers de Saint-Nazaire, bastion ouvrier de 15 000 travailleurs. C'est un autre monde pour ce jeune prolo, premier de sa famille à quitter la campagne des aïeux « dont l'horizon se limitait à un champ de betteraves », un passage « de la vie pastorale à l'univers de merde, de sueur et de sang qu'est celui de l'usine » qui va profondément le chambouler. Lui qui est marqué par cette mentalité paysanne, soumis à une éducation catholique pour qui les communistes sont des sauvages et les ouvriers des fainéants dépravés...

Il nous fait découvrir et vivre « ce milieu apocalyptique où tout n'est que feu et flammes », des conditions de travail terribles, des semaines de 54 et même 70 heures, dimanche compris, pour suivre les cadences imposées. La moitié du salaire était en primes, le « boni » versé si le travail suivait les délais imposés par les chefs. Alors, pour avoir un salaire permettant de profiter des débuts de la société de consommation, construire sa maison, il fallait en faire des heures pour ceux qui pouvaient suivre.

Une grande part du livre sera consacrée aux grèves de 1955 qui vont s'étaler sur plusieurs mois, de débrayages en manifestations, d'occupations en affrontements violents avec les CRS qui vont se transformer en véritable émeute à Saint-Nazaire et au-delà, puisque un ouvrier de Nantes y laissera la vie.

C'est un témoignage puissant et touchant d'un ouvrier sur sa vie et celle de ses compagnons de travail, de souffrances mais aussi de luttes collectives, de solidarité, d'espoir en des lendemains meilleurs. Un document sur cette classe ouvrière de l'après-guerre et d'avant celle de 1968. Un autre regard aussi sur ces années dites des « Trente glorieuses » où il y avait du boulot, certes, mais à quel prix !

Il ne s'agit pas d'un document sur une classe ouvrière disparue, car dans le monde existe toujours bel et bien une telle exploitation – et même pire – des travailleurs. Ici aussi, nous pouvons constater les reculs, les dégradations dans les conditions de vie et de travail, et quel retour en arrière pourrait nous emmener la casse du code du travail en cours ! La lutte des classes est bien toujours à l'ordre du jour et cette réédition donc tombe bien !

Jacques Raimbault



BD

Pereira prétend, Pierre-Henry Gomont

D'après Antonio Tabucchi, éditions Sarbacane, 24 euros

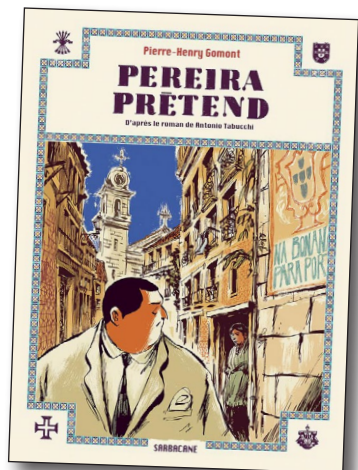
Lisbonne juillet 1938, dictature de Salazar. Le « Doutor » Pereira dirige la page culture du quotidien conservateur, catholique et très respectueux du régime, le *Lisboa*. Pereira est obèse, amateur d'omelettes, veuf inconsolé. Il poursuit depuis des années un dialogue avec sa femme qui lui répond, habillée en mariée, depuis son cadre en bois, et subit sa concierge, indic du régime ! Nous assistons à la prise de conscience d'un homme confronté à la dictature. Surgit dans la vie de Pereira, Francesco Monteiro Rossi – FMR – qu'il engage pour écrire des nécrologies d'écrivains catholiques, Bernanos ou Claudel. FMR fournit à la place de brillants et sulfureux textes sur les ennemis du régime, comme Lorca ou Maiakovski. Pereira découvre la liberté de penser, et plus encore quand il rencontre Marta, la compagne de FMR, activiste révolutionnaire qui « ne fait pas de politique, (elle) fait l'histoire » ! Il se trouve entraîné dans la résistance au régime, à court d'arguments pour résister à l'évidence une fois la carapace du silence brisée.

Pierre-Henry Gomont a adapté le roman d'Antonio Tabucchi paru en 1994¹ en respectant l'engagement et la poésie nostalgique. Les couleurs rouge et sépia donnent l'atmosphère

et la date, les bleus et les verts la lumière du jour et de la nuit au Portugal. Les monologues intérieurs de Pereira en proie à ses interrogations sont subtilement mis en évidence. Immense auteur italien mort en 2012, Antonio Tabucchi était un amoureux du Portugal où il vivait. Il a traduit toute l'œuvre de Pessoa en Italien. Il était aussi un symbole de l'opposition de gauche à Berlusconi, et une personnalité de la gauche alternative au Portugal. L'intégralité de son travail – romans, poésie, nouvelles, policiers... – mérite notre attention.

Catherine Segala

1 – Folio Gallimard, 2010, 7,10 euros



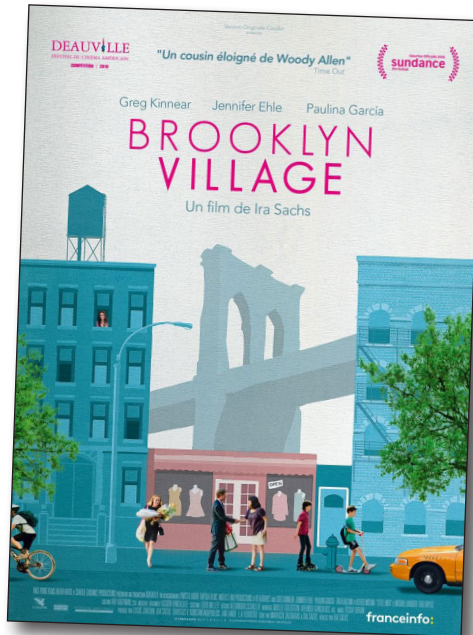
Cinéma

Brooklyn village, Ira Sachs

Avec Theo Taplitz, Michael Barbieri et Greg Kinnear.
Sortie le mercredi 21 septembre

Les « films de bobos » new-yorkais, leurs amours, leurs états d'âme, constituent un véritable genre cinématographique. L'intérêt de celui-ci est de ne pas se concentrer sur les nombrils de ses protagonistes et d'aborder un problème social : la gentrification d'un quartier.

Un couple d'artistes emménage à Brooklyn dans une maison dont ils viennent d'hériter. Ils vont entrer en conflit avec leur locataire, une couturière latino, dont le commerce peu adapté à l'évolution du secteur n'est guère rentable. Cette dispute va séparer des ados qui s'étaient liés d'amitié et que tout semblait rapprocher. Au travers de cette fable moderne, Ira Sachs nous rappelle que l'argent et la propriété privée polluent les relations humaines, même parmi des catégories qu'on imaginerait davantage détachées de ces contingences matérielles. Les relations entre les nouveaux arrivants et la



petite commerçante sans le sont décrites avec beaucoup de finesse et certaines scènes, particulièrement cruelles, sonnent juste. En dépit de quelques longueurs et d'un rythme un peu mou, *Brooklyn village*, dont le titre original plus adapté mais moins vendeur est *Little men*, apparaît comme un film original et subtil.
Gérard Deltiel

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

TUNISIE « Annuler toute dette illégitime prouvée par l'audit »

Entretien. Député du Front populaire de Tunisie, **Fathi Chamkhi** milite également depuis sa fondation à RAID (Attac et Cadtm en Tunisie). Il a joué un rôle moteur dans le dépôt, le 14 juin, de la proposition de loi sur l'audit de la dette publique.

Quels sont les objectifs de la proposition de loi pour un audit de la dette publique ?

Cette initiative fait partie d'un programme plus large comprenant également la question du moratoire sur le service de la dette, ainsi que l'annulation souveraine de toute dette illégitime qui sera prouvée par l'audit.

Comment déterminer le caractère illégitime d'une dette ?

On dispose d'un certain nombre de références et d'expériences internationales à ce sujet. Nous avons notamment toute une batterie d'arguments juridiques, par exemple en vérifiant si la réglementation en vigueur a bien été respectée, si l'argent a bien été affecté conformément à ce que stipule le contrat, etc.

Je vais donner un exemple très concret qui a été débattu à la commission des finances de l'Assemblée. Il y a quelques jours, on nous a présenté un projet de loi concernant un prêt de la Banque africaine de développement (BAD). Son titre indiquait qu'il s'agissait d'un prêt de 268 millions d'euros qui sont supposés aller à un programme de renforcement du marché financier en Tunisie. Je suis intervenu pour dire notamment : « Tout d'abord, la commission n'est pas au courant de ce programme. Et ensuite, dans l'exposé des motifs, vous dites qu'il va servir à éponger le déficit budgétaire. Vous mentez, vous faites n'importe quoi ». Le ministre a alors déclaré : « Nous sommes un gouvernement qui dit la vérité, et effectivement, l'argent sera utilisé pour éponger le déficit budgétaire ». J'ai répondu : « Il s'agit d'une supercherie. Que va dire la BAD ? » Il m'a répondu : « Mais la BAD est au courant ! »

Ce genre de prêt fait partie de ceux que nous déclarons illégaux. Imaginons que l'objet d'un prêt soit la construction d'un hôpital, d'un barrage ou d'une école... et qu'il soit utilisé pour acheter des armes !

Quelles sont les différences entre les pratiques du gouvernement actuel et celles du régime Ben Ali ?

Tout ce qui était mauvais du temps de Ben Ali a été multiplié par 2, 5 ou 10. C'est paradoxal et pénible à dire, mais c'est la vérité. Ainsi, à la chute de Ben Ali en janvier 2011, le taux d'endettement était de 40% du PIB. Il dépasse maintenant 62%. De plus, avant 2011, la Tunisie s'enfonçait dans l'endettement et le caractère de la dette était odieux, mais ce que nous connaissons maintenant est pire : le solde de la dette a plus que doublé, passant de 25 milliards de dinars en 2010 à 56,6 milliards.

Et c'est la même chose à tous les niveaux. Si on prend l'exemple de la corruption, celle-ci existait sous Ben Ali. Mais elle était circonscrite à quelques familles de son entourage. Aujourd'hui, la corruption existe partout, avec le développement de véritables « seigneurs de guerre » dirigeant des réseaux mafieux, faisant de la contrebande en corrompant des

douaniers. Certains ont mis la main sur des régions entières. Ils ont leurs propres députés qu'ils payent. L'État tunisien est maintenant découpé en petits morceaux, partagé entre certains partis politiques, notamment les islamistes ou Nidaa, ainsi que par des réseaux criminels. Sous Ben Ali, l'État était unifié sous une même direction politique, celle du dictateur. Depuis février 2015, Ennahdha participe au gouvernement au côté de Nidaa, et il n'y a plus de centre unique de l'État. Une portion de l'État est avec les islamistes, et à travers eux, plus ou moins complaisante avec des salafistes, voire même des djihadistes : lorsqu'une opération est organisée contre une cellule djihadiste, il est déjà arrivé que celle-ci reçoive depuis le même appareil d'État des informations lui disant de ficher le camp.

À quoi est due l'aggravation de la dette ?

La Tunisie, comme beaucoup de pays, utilise en fait deux monnaies : la monnaie locale qui est utilisée pour les échanges sur le marché intérieur, et les devises pour les échanges avec l'extérieur.

Ces trente dernières années, on assiste au développement spectaculaire de la sphère de l'économie néocoloniale. Celle-ci a besoin de devises, car le dinar n'est pour elle qu'une « monnaie transitoire ». L'essentiel de la grande distribution est par exemple entre les mains de sociétés étrangères comme Carrefour, Géant, Bricorama, Ikea



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

bientôt, etc. Ces sociétés réalisent leur chiffre d'affaires en dinars et ont en permanence besoin de devises pour convertir leurs dinars. Cette économie néocoloniale a pour cette raison besoin continuellement de devises. Avant 2011, ce stock de devises était alimenté par les exportations de phosphate, d'huile d'olive, le tourisme et l'argent envoyé par les Tunisiens travaillant à l'étranger. Aujourd'hui, ces ressources ont considérablement baissé, et c'est la dette qui les remplace. Son maintien est indispensable à la poursuite du régime en place. Mais, pour permettre à la Tunisie d'augmenter considérablement son niveau d'endettement, les nouveaux emprunts ont été tous assortis de délais assez longs : « on vous donne l'argent aujourd'hui, et vous payerez dans 5, 7, voire 10 ans »... Nous sommes arrivés maintenant à l'heure de vérité : ces dernières années, nous étions en effet en train de payer les

dettes laissées par Ben Ali. À partir de 2017, nous entrons dans l'ère du remboursement de celles contractées après 2011.

Les choses vont donc se corser. La Tunisie connaîtra en 2017 un premier défaut de paiement sur un emprunt fait auprès du Qatar. Le gouvernement tunisien a fait connaître son incapacité à rembourser cet emprunt de 1 milliard de dollars. Finalement les échéances ont été repoussées de quelques années. On ne connaît pas les termes de l'accord, mais il est certain que les Qataris ont obtenu en retour des contre-valeurs politiques.

Quel sort sera donné à cette proposition de loi ?

Les conditions objectives plaident en sa faveur : un tiers des députés a signé ce texte. Ils appartiennent à tous les groupes politiques sauf Ennahdha. Les islamistes sont en effet pris entre deux feux.

D'une part, ils cherchent à s'implanter dans une société qui les rejette. En novembre 2011, un certain nombre de Tunisiens avaient voté pour eux en grande partie parce qu'ils avaient été persécutés sous Ben Ali. Mais avec le temps, ils ont compris qu'il s'agissait d'un corps étranger à la société tunisienne, professant une idéologie dangereuse et pouvant également être corrompu. De plus, la répression subie en Égypte par les islamistes depuis juillet 2013 a fait une sacrée peur à Ennahdha qui redoute un rejet ou même une politique d'extermination à son encontre. D'autre part, les islamistes savent que les pays occidentaux ne sont pas très confiants envers eux. Pour cette raison, Ennahdha veut donner des garanties fermes et solides en disant aux pays occidentaux : « vous pouvez nous faire confiance, nous sommes à fond pour les restructurations néo-libérales, on ne fera rien pour les entraver, vous pouvez nous faire confiance ».

C'est une position politique centrale d'Ennahdha. Si le choix leur était laissé, un certain nombre de députés d'Ennahdha signeraient la proposition de loi. Mais ce parti est doté d'une véritable direction, contrairement à Nidaa où chaque député n'en fait qu'à sa tête...

Propos recueillis et transcrits par Bertold du Ryon, Freddy Mathieu et Dominique Lerouge

L'image de la semaine



Vu ailleurs

AMAZON : NOUVELLE ÉCONOMIE, VIEILLE EXPLOITATION.

Amazon les surnomme ses « mains ». Comme des milliers d'autres salariés, Khaled et Alain sont les « mains » du géant du commerce en ligne, ceux qui s'affairent en respectant la cadence millimétrée dans ses immenses entrepôts. Des « mains » qui tapent du poing sur la table.

Vendredi, ces deux caristes ont fait la route depuis Orléans et Chalon-sur-Saône pour parler de la politique salariale de Jeff Bezos, le big boss d'Amazon. « Le salaire de base chez Amazon, en France, est de 1260 euros net. Là, on nous a proposé une augmentation de 0,5%, soit 6 euros en plus par mois. Donc quand on voit monsieur Bezos se faire prendre en photo avec des piles de billets, comprenez qu'on n'apprécie pas trop cette provocation », grince Alain.

Khaled évoque ses conditions de travail : « Nous, on est conducteurs d'engins sur les quais, donc on est un peu moins fliqués que dans les entrepôts. On n'a pas de scanners qui comptent le nombre d'articles que l'on traite chaque heure, mais on a un talkie-walkie sur nous, et on est constamment sollicités. Au moindre écart, ils veulent savoir où on se trouve. »

« Mais pour tout le monde, les conditions de travail sont très dures. Amazon demande aux salariés d'être tout le temps à leur maximum, et à la moindre baisse de productivité, si une personne va boire un verre d'eau ou va aux toilettes, elle se fait rappeler à l'ordre. »

Des personnes craquent ? « Oui, souvent. Et les chefs essaient d'opposer les salariés les uns aux autres, en offrant par exemple une prime d'assiduité pour culpabiliser les personnes qui tombent malades. »

Vendredi, des syndicalistes venus de France, d'Allemagne, de Pologne, ou encore d'Espagne se sont rejoints devant le siège européen d'Amazon, à Luxembourg. [...] Comme l'explique ce syndicaliste allemand, il ne s'agit pas seulement « de demander des augmentations salariales, mais aussi de dénoncer les conditions de travail. Quelqu'un qui travaille chez Amazon est dégradé au rang de machine. »

« Les "mains" d'Amazon tapent du poing sur la table », Romain Van Dyck, Le Quotidien (Luxembourg), le 1^{er} octobre 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
	25 € par trimestre		19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org